canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

CONSEIL D'ETAT

Château cantonal
1014 Lausanne

Madame la Conseillère fédérale
Simonetta Sommaruga
Cheffe du Département fédéral de justice et police
Palais fédéral ouest
3003 Berne

Réf. : MFP/15023819

Lausanne, le 6 juin 2018

Consultation fédérale – Projet d'ordonnances relatives à la loi sur les jeux d'argent

Madame la Conseillère fédérale,

Le Conseil d'Etat vaudois a l'honneur de vous adresser ci-après sa prise de position en réponse à la mise en consultation du projet d'ordonnances relatives à la loi sur les jeux d'argent (LJAr).

Ordonnance du DFJP sur les devoirs des exploitants de jeux de grande envergure dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (OBA-DFJP)

Le Conseil d'Etat vaudois ne formule pas de remarque particulière à l'encontre de cette ordonnance.

Ordonnance du DFJP sur les maisons de jeu (OMJ)

Le Conseil d'Etat vaudois ne formule pas de remarque particulière à l'encontre de cette ordonnance.

Ordonnance du Conseil fédéral sur les jeux d'argent (OJAr)

Remarques générales

Le Conseil d'Etat vaudois salue le fait que le présent projet d'ordonnance apporte des compléments indispensables à la volonté d'inscrire dans la nouvelle loi sur les jeux d'argent (LJAr) des mesures destinées à la protection des joueurs. Les dispositions prévues pour permettre aux joueurs de limiter leur consommation de jeux (en particulier les art. 83 à 87) et destinées à lutter contre le jeu excessif, reconnu maladie chronique de nature addictive par la classification internationale des troubles mentaux, sont soutenues.

De la même manière, la transmission de données à des fins de recherche, prévue par les art. 97 et 106, permet le soutien à des organismes de recherche indépendants, importante source d'analyses et de recommandations qui permettront aux autorités de surveillance de garantir la mise en œuvre des mécanismes de protection des joueurs et de lutte contre la dépendance en bénéficiant de connaissances récentes et de qualité.

S'il est certain qu'une attention particulière doit être portée aux aspects précités, il convient d'aboutir à une législation équilibrée entre prévention du jeu excessif et intérêt économique du pays. Le Conseil d'Etat est conscient que des restrictions trop importantes à l'encontre des exploitants de maisons de jeux et des jeux de grande envergure légaux pourraient profiter à une offre de jeux illégale. A cet égard, il estime que les mesures de protection des joueurs excessifs

et de leurs proches sont proportionnées et correspondent à la volonté du Conseil fédéral « *de veiller (…) à créer les conditions d'une offre de jeux attrayante, moderne et concurrentielle sur le marché suisse* ». (Message du Conseil fédéral concernant la LJAr du 21 octobre 2015).

Commentaire détaillé par article

Art. 29 al. 1 : L'utilisation du terme «exceptionnellement» pour encadrer la possibilité donnée à l'autorité intercantonale d'autoriser un exploitant de loterie et de paris sportifs à collaborer avec un exploitant étranger pour exploiter des jeux de grande envergure est certes contraignante, mais elle clarifie le texte de l'art. 25 al. 3 LJAr qui utilise une formule potestative pour ce type d'autorisation, aujourd'hui concrétisée par Euro Millions ou le PMU.

Art 73 : Cet article devrait être complété par l'interdiction de la vente de jeux de loterie dans les lieux dédiés au trafic des paiements. En effet, les personnes s'acquittant de leurs factures ne devraient pas être exposées à de la publicité pour des jeux d'argent.

Art 74 : Cette disposition devrait définir de manière plus précise « *la publicité outrancière* » comme par exemple en interdisant expressément le marketing direct (messages personnalisés et incitatifs).

Art. 75 al. 2 : Il convient de préciser qui de la CFMJ ou de l'autorité intercantonale est compétente pour autoriser l'octroi de jeux gratuits ou de crédits de jeu gratuits, les deux autorités étant, selon la formulation actuelle, potentiellement compétentes en même temps.

Art. 77 : Cet alinéa, dont le Conseil d'Etat salue l'importance, introduit une obligation faite aux maisons de jeux et aux exploitants de jeux de grande envergure d'inclure un «plan de gestion des conflits d'intérêt» dans leur programme de mesure sociale. La notion de « conflit d'intérêt » mériterait d'être mieux définie et les personnes ciblées mieux identifiées. Elle apparaît viser le personnel chargé de la vente, de la promotion et de la relation client tant à l'interne du personnel des exploitants que celui des points de vente. Ces différentes catégories de personnes sont sensibilisées et formées de façon continue aux mesures de jeu responsable et de protection des mineurs de sorte à intégrer les intérêts économiques de l'exploitation et la nécessaire protection de la population contre le jeu excessif. Le Conseil d'Etat estime que, cette disposition comble une lacune importante du dispositif actuel, dès lors que les exploitants de jeux de grande envergure ont la possibilité de rémunérer les dépositaires d'offres de jeux sur la base du chiffre d'affaires (art. 46 al.3 LJAr) alors que ces derniers, dans la pratique (jeu responsable), ont également un rôle à jouer en matière de prévention.

Art. 79 : Du point de vue de la protection des personnes dépendantes, la création de bases favorables à la collaboration entre les exploitants de jeux et les institutions spécialisées dans les addictions est une nécessité pour lutter efficacement contre la dépendance et le jeu excessif et ses conséquences. En l'absence de cette disposition, les exploitants de jeux d'argent pourraient atténuer la portée de la collaboration attendue au détriment de la protection des joueurs.

Art. 88 : Remplacer le terme «*autorité cantonale*» par «*autorité intercantonale*», à l'instar de la version allemande du texte du présent projet d'ordonnance.

Art. 127 : Les personnes qui ont été inscrites au registre des personnes interdites par les maisons de jeux pendant la période allant de 2002 à 2018 sont automatiquement et sans discernement interdites des jeux de loterie et de paris sportifs on-line. Les joueurs interdits de 2002 à 2018 étaient en grande partie volontaires et uniquement pour le domaine des maisons de jeux. L'extension automatique de cette interdiction ne repose sur aucune base légale. Une telle extension pourrait être contre-productive du point de vue de la lutte contre le jeu excessif car elle

pousserait vers les opérateurs illégaux ces joueurs qui désirent être interdits de maisons de jeux, mais qui jouent modérément aux jeux de loterie et de paris sportifs. Il conviendrait dès lors d'adopter la formulation suivante : « *Les personnes exclues en application de l'art. 22, al. 1 let. a et b, et 4 de la loi du 18 décembre 1998 sur les maisons de jeu (LMJ) et figurant dans les registres des exclusions tenus par les maisons de jeu prévus à l'art. 22, al. 5 LMJ figureront dans le registre des personnes exclues visé à l'art. 82 LJAr. Elles peuvent demander une exclusion partielle limitée aux jeux de maison de jeu ».*

Conclusion

Au regard de ce qui précède, le Conseil d'Etat du Canton de Vaud adopte vis-à-vis du projet soumis à son analyse une position claire : il salue les efforts fournis dans le cadre de la prévention du jeu excessif et de la dépendance, mais considère que les précisions supplémentaires mentionnées ci-dessus doivent encore être apportées.

En vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien porter à nos déterminations, nous vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, à l'expression de notre haute considération.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

LA PRESIDENTE	LE CHANCELIER
Nuria Gorrite	Vincent Grandjean

Copies

- Cornelia.perler@bj.admin.ch
- Secrétariat général du Département de l'économie, de l'innovation et du sport (SG-DEIS)
- Office des affaires extérieures (OAE)

Conseil d'Etat
Staatsrat

CP 478, 1951 Sion

CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

Madame Simonetta Sommaruga
Conseillère fédérale
Cheffe du Département fédéral de
justice et police
Palais fédéral Ouest
3003 Berne

Références DEF/SICT
Date

Projet d'ordonnances relatives à la loi sur les jeux d'argent

Madame la Conseillère fédérale,

Nous accusons réception de votre courrier du 2 mars 2018 et vous remercions de nous consulter sur le projet d'ordonnances relatives à la loi fédérale sur les jeux d'argent.

Remarque générale

La loi sur les jeux d'argent (LJAr) réunit dans un seul et même acte législatif les dispositions actuellement contenues dans deux lois différentes, soit la loi sur les jeux de hasard et les maisons de jeu (LMJ) et la loi sur les loteries et les paris professionnels (LLP). Par conséquent, il serait judicieux d'étudier la possibilité de faire le même exercice au niveau des ordonnances. Nous estimons qu'un une seule ordonnance sur les jeux d'argent permettrait plus de lisibilité.

Ordonnance sur les jeux d'argent (OJAr)

Article 1 lettre b

Nous suggérons la suppression du terme « notamment » dans le texte. En effet, dans la pratique, il est déjà suffisamment problématique de définir clairement l'étendue de la notion de cercle familial ou professionnel.

Article 1 lettre c

La notion de mises ou gains « modiques » est sujette à interprétation. Il serait judicieux de fixer un montant maximal au-delà duquel il ne s'agit plus d'un montant pouvant être qualifié de « modique ».

Article 2

Nous proposons l'adaptation suivante : *(…). Ce nombre ne s'applique pas aux systèmes de jackpot* ***ainsi qu'à l'exploitation en ligne de jeux de casino et de jeux de grande envergure****.*

Article 22 al. 2

Cet alinéa prévoit la fourniture, à l'autorité intercantonale, des indications exhaustives concernant d'éventuelles condamnations pénales et procédures pénales passées ou en cours. Ces indications doivent servir à établir la bonne réputation, ou non, d'un requérant d'une autorisation pour jeux de grande envergure.

Dans ce contexte, il serait utile de préciser jusqu'à quand on remonte dans le temps.

En effet, s'agissant des maisons de jeu, l'article 8 al. 4 OJAr est complété ou explicité par l'art. 2 de l'Ordonnance du DFJP sur les maisons de jeu (OMJ), ce dernier article prévoyant qu'il s'agit de *« la liste complète des enquêtes pénales et des procédures pénales et civiles des cinq dernières années dont elles ont fait l'objet ou été parties ».*

Une précision similaire n'existe pas pour l'article 22 al. 2 OJAr s'agissant des exploitants de jeux de grande envergure. Il serait par conséquent utile d'apporter une telle précision.

Article 29 al.1

Le terme « exceptionnellement » doit être supprimé. Ce type de collaboration existe déjà et nous paraît souhaitable afin que l'offre de jeu demeure attrayante.

Article 37 al. 5

Nous proposons de supprimer le terme « en moyenne ». Une durée minimale ne peut être définie que par un chiffre précis, et non par une moyenne.

Art. 61 al.1 lettre b

Compte tenu de l'évolution du secteur de la restauration et du commerce de détail, la rédaction de cet alinéa paraît trop restrictive. Nous proposons le texte suivant :
*« dans les lieux publics **et commerces, notamment ceux qui proposent** une offre de restauration ou de loisirs payante »*

Article 68 al. 2 1ère phrase

Il manque un mot dans la 1ère phrase *« (…), et les noms des personnes qui **sont** responsables de ces lieux »*.

Chapitre 6 : Protection des joueurs contre le jeu excessif

Nous sommes pleinement conscients des risques du jeu excessif sur les personnes concernées. Le Conseil d'Etat valide d'ailleurs chaque année un programme de lutte contre la dépendance au jeu qui a fait ses preuves dans notre canton sous sa forme actuelle.

L'avant-projet d'ordonnance doit certes prendre en compte cette problématique mais ne doit pas cibler de manière exagérée les restrictions de toute nature à l'encontre des exploitants légaux de maison de jeu et de grande envergure. L'activité commerciale et publicitaire des exploitants ainsi que les mesures de contre le jeu excessif doivent être équilibrées et ne pas nuire à une offre légale attrayante.

Article 112

La notion d'utilité publique doit continuer à apparaitre dans cet article, de même que la mention de la promotion du tourisme en tant que projet d'intérêt général. Il s'agit de reprendre ce qui existe dans l'actuel art. 85 al. 4 OLMJ :

Sont notamment réputés d'intérêt général pour la région ou d'utilité publique les projets qui visent:
a. à encourager la culture au sens large, en particulier à promouvoir la création artistique et à soutenir des manifestations culturelles;
b. à encourager le sport et à soutenir des manifestations sportives;
c. à promouvoir des mesures dans le domaine social ainsi que dans les domaines de la santé publique et de la formation;
d. à promouvoir le tourisme.

Ordonnance sur les maisons de jeu (OMJ) et Ordonnance du DFJP sur le blanchiment d'argent (OBA-DFJP)

Pas de remarque particulière.

Nous vous remercions par avance de l'attention que vous porterez à notre prise de position et vous prions d'agréer, Madame la Conseillère fédérale, l'expression de notre haute considération.

Au nom du Conseil d'Etat

La présidente

Esther Waeber-Kalbermatten

Le chancelier

Philipp Spörri

Copie à cornelia.perler@bj.admin.ch

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 10 40, F +41 26 305 10 48
www.fr.ch/ce

Conseil d'Etat
Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

Office fédéral de la justice
Domaine de direction Droit public
Unité Projets et méthode législatifs
Bundesrain 20
3003 Berne

Document PDF et Word à :
cornelia.perler@bj.admin.ch

Fribourg, le 5 juin 2018

2018-413
Projets d'ordonnances relatives à la loi sur les jeux d'argent – réponse à la consultation

Madame, Monsieur,

Par courrier du 2 mars 2018, vous nous avez consultés sur les projets d'ordonnances relatives à la loi sur les jeux d'argent, et nous vous en remercions.

Nous vous prions de trouver ci-dessous notre prise de position.

1. Projet d'ordonnance sur les jeux d'argent

1.1. Remarque générale

Nous rappelons que la nouvelle législation sur les jeux d'argent vise un équilibre entre d'une part la protection de la population contre les dangers du jeu excessif, d'autre part la création de conditions favorables à l'émergence d'une offre légale de jeux attrayante, moderne et concurrentielle sur le marché suisse. En terme de protection des joueurs contre le jeu excessif, la Loi sur les jeux d'argent (LJAr) pose de grands défis aux professionnels des addictions et aux cantons, principalement par l'ouverture des jeux d'argent en ligne. Sous l'angle économique, la volonté légitime de flanquer le régime d'autorisation des opérateurs de jeux d'argent de mesure protectrices doit également tenir compte tenu du fait que subsistera en parallèle une offre de jeu illégale et que l'objectif reste, sous l'angle préventif, que les joueurs s'orientent vers les opérateurs légaux.

Sous cet angle, le projet d'ordonnance paraît déséquilibré, accordant aux mesures préventives, parfaitement légitimes en soi, une place d'une ampleur et d'une complétude qu'elle ne donne pas aux dispositions allant dans le sens de la fixation d'un cadre légal et réglementaire favorable à la viabilité économique et à l'attrait commercial des activités légales dans le domaine des jeux d'argent.

Dans le sens de la prise de position de la Conférence romande de la loterie et des jeux (CRLJ), le canton de Fribourg appelle dès lors à un rééquilibrage du projet d'ordonnance OJar. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'il appelle à un affaiblissement des mesures préventives envisagées. Nous estimons ainsi que certaines d'entre elles peuvent tout aussi bien être améliorées, sans que cela n'aggrave en rien le déséquilibre constaté ni ne prétérite le rééquilibrage que nous appelons de nos vœux.

1.2. Propositions de dispositions complémentaires

Afin de concrétiser ce rééquilibrage, nous proposons, à l'instar de la CRLJ, les ajouts suivants :

Ad art. 5, let. e

Ajouter : « … de la santé publique *et dans le domaine social (en particulier endettement, surendettement et pauvreté)* ».

Ad art. 25, al. 3 (nouveau)

« Dans son appréciation, l'autorité intercantonale tient compte de la nécessité économique de développer une offre de jeu attrayante, moderne et concurrentielle ; notamment par une communication et un marketing performant et en offrant des conditions de salaire attractives. »

Ad art. 30, al. 4 (nouveau)

« La demande d'octroi d'une autorisation pour un jeu de loterie ou de paris sportifs de grande envergure doit exposer son importance stratégique et économique pour le développement de l'offre de jeu et la lutte contre le jeu illégal. »

1.3. Remarques spécifiques sur les articles du projet d'ordonnance

Ad art. 29 al. 1

L'utilisation du terme « exceptionnellement » semble outrepasser l'esprit de la Loi sur les jeux d'argent (LJAr), qui ne fait nulle mention d'une volonté de donner à ce type de collaboration un caractère exceptionnel. Nous estimons que l'autorité intercantonale doit pouvoir autoriser de manière ordinaire les collaborations internationales qui remplissent les conditions de l'art. 29 OJAr.

Ad art. 35

La fixation de la valeur minimale des gains à 50 % de la somme totale des mises paraît excessive et devrait être ramenée au seuil actuel de 25 %. En effet, dans un contexte régional, il faut tenir compte du fait que les joueurs participent ordinairement au jeu avec l'objectif de soutenir un but d'utilité publique, respectivement associatif. Un taux de 50 % réduirait massivement l'attractivité de l'organisation de petites loteries par les associations culturelles, sportives ou de loisirs notamment.

Ad art. 38

La somme de 25 000 francs est trop basse et devrait être haussée à la limite imposée pour les petites loteries, soit 100 000 francs. En effet, ce genre de tombolas est souvent l'un des moyens principaux pour des associations ou clubs de se financer. Des prix importants – par exemple une voiture – sont parfois offerts par des sponsors, ce qui ne serait plus possible avec une limite à 25 000 francs. La limite de 100 000 francs paraît rester raisonnable.

Ad art. 67 al. 1 let. b

L'al. 1 de cet article visant l'exhaustivité des lieux éligibles pour accueillir des jeux de grande envergure exploités de manière automatisée, la formulation de la let. b paraît très restrictive et inapte à s'adapter à l'évolution du secteur de la vente de détail et des établissements publics. Il serait judicieux de reformuler de manière moins restrictive, de sorte que soient inclus les lieux que pourraient à l'avenir privilégier les joueurs, pour autant qu'y soient scrupuleusement respectées les mesures de protection des mineurs et de la lutte contre le jeu excessif.

Nous proposons la reformulation suivante : « Dans les lieux publics et commerces proposant une offre de restauration ou de loisirs payante. »

Ad art. 77

Afin de vérifier l'efficacité et l'efficience des programmes de mesures sociales mis en œuvre par les maisons de jeu, ceux-ci devraient être soumis à un examen périodique par une instance indépendante.

Ad art. 77 al. 1

Cet alinéa ne découle d'aucune disposition de la LJAr. La notion de « confit d'intérêt » n'étant pas clairement explicitée, son application peut s'avérer incertaine, voire contreproductive.

Ad art. 77 al. 2

Cette disposition prévoit que les maisons de jeu et les exploitants de jeux de grande envergure décrivent, dans leur programme de mesures sociales, la répartition des rôles ainsi que les conditions de collaboration avec les prestataires choisis. Nous saluons cette transparence et cette collaboration. Nous recommandons toutefois que, dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de mesures sociales, les cantons soient impliqués dans la coordination.

Ad art. 79

La collaboration prévue ici a déjà fait ses preuves avec les casinos et nous saluons son extension aux loteries. Cela favorisera les liens avec la prévention et les offres de traitement.

Ad art. 127

Dans la mesure où continuera à exister en parallèle aux opérateurs légaux de jeux d'argent des opérateurs illégaux, il serait contreproductif d'interdire automatiquement des jeux de loterie et de paris sportifs on-line les joueurs inscrits au registre des personnes interdites par les maisons de jeu pendant la période 2002-2018, pour une bonne part interdits – des maisons de jeu uniquement - sur une base volontaire. Cela pousserait ces joueurs vers les opérateurs illégaux. Nous proposons donc la reformulation suivante : « Les personnes exclues en application de l'art. 22 al. 1 let. a et b, et 4, de la loi du 18 décembre 1998 sur les maisons de leur (LMJ) et figurant dans les registres des exclusions tenus par les maisons de jeu prévus à l'art. 22 al. 5 LMJ resteront exclues des jeux de maison de jeu. »

2. Projet d'ordonnance sur le blanchiment d'argent

Les modifications envisagées n'appellent aucune remarque de notre part.

3. Projet d'ordonnance sur les maisons de jeu

Ad chapitre 4

Dans ce chapitre sont listés les éléments devant figurer dans les programmes de mesures sociales que doivent élaborer les maisons de jeu, et qui sont placés sous le contrôle de la Commission fédérale des maisons de jeu. A l'art. 51 al. 1 let. g sont mentionnés « le rôle et les compétences d'experts externes associés notamment à la procédure de levée d'exclusion ». Bien que ceci ne soit pas exclu par cette formulation, nous proposons que ces experts externes, agréés par la CFMJ, le soient non seulement pour les levées d'exclusion, mais également pour l'évaluation de l'ensemble des éléments des programmes de mesures sociales. Cela faciliterait le travail de contrôle de la

CFMJ et favoriserait la cohérence des concepts de prévention développés par les différentes maisons de jeu.

4. Conclusion

Sous réserve de ces différentes remarques et propositions, il nous paraît que les différentes dispositions mises en consultations permettront de garantir une bonne application du nouveau droit fédéral, et nous y souscrivons.

En vous remerciant une nouvelle fois de nous avoir consultés, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Au nom du Conseil d'Etat :

Georges Godel
Président

Danielle Gagnaux-Morel
Chancelière d'Etat

Communication :

a) à la Direction de la sécurité et de la justice, pour elle, le Service de la police du commerce et la Police cantonale ;
b) à la Direction des finances;
c) à la Direction de la santé et des affaires sociales, pour elle, le Service du Médecin cantonal et le Service de l'action sociale ;
d) à la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport ;
e) à la Chancellerie d'Etat.

Danielle Gagnaux-Morel
Chancelière d'Etat

Extrait de procès-verbal non signé, l'acte signé peut être consulté à la Chancellerie d'Etat

KANTON AARGAU

REGIERUNGSRAT

Regierungsgebäude, 5001 Aarau
Telefon 062 835 12 40, Fax 062 835 12 50
regierungsrat@ag.ch
www.ag.ch/regierungsrat

A-Post Plus
Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte
und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

13. Juni 2018

Entwurf zu Verordnungen zum Geldspielgesetz; Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Regierungsrat des Kantons Aargau bedankt sich für die Möglichkeit zum Vorentwurf der Verordnungen über die Geldspiele Stellung nehmen zu können. Gerne nimmt der Regierungsrat diese mit den nachfolgenden Ausführungen wahr.

1. Verordnung über Geldspiele (Geldspielverordnung, VGS)

1.1 Art. 5 lit. e (Bericht über den volkswirtschaftlichen Nutzen)

Für das Konzessionsgesuch müssen die Spielbanken neben anderen Kriterien zum volkswirtschaftlichen Nutzen einer Spielbank für die Standortregion über die Gesundheitskosten berichten, die wegen des exzessiven Geldspiels entstehen. Um ein vollständiges Bild von den volkswirtschaftlichen Kosten des exzessiven Geldspiels für die Standortregion zu erhalten, wird empfohlen, die sozialen Folgekosten des exzessiven Geldspiels in der Liste zu ergänzen.

1.2 Art. 35 Abs. 2 (Kleinlotterien)

Die Obergrenze von Fr. 400'000.– ist zu tief, da regelmässig Kleinlotterien mit heutigen Plansummen darüber durchgeführt werden (Beispiele: Welt Jugendmusik Festival Zürich [WJMF] 2012 mit einer Plansumme von Fr. 500'000.–; Aargauisches Kantonalschützenfest [AGKSF] 2012 mit einer Plansumme von Fr. 420'000.–). Der Kanton Aargau beantragt deshalb eine Obergrenze von mindestens Fr. 500'000.–. Im Erläuternden Bericht vom 2. März 2018 ist im Übrigen keine Begründung für den vorgeschlagenen Höchstbetrag enthalten.

1.3 Art. 38 (Tombolas)

Auch die Obergrenze für die Summe aller Einsätze von Tombolas (Fr. 25'000.–) ist viel zu tief. Heute finden regelmässig Tombolas mit Plansummen statt, die diesen Betrag übersteigen: Award der Neuen Aargauer Bank (NAB Award) 2016 (Fr. 60'000.–), Gwärbmäss Entfelden 2016 (Fr. 40'000.–), Gwärbi 2017 (Fr. 30'000.–). Beantragt wird daher eine Obergrenze von Fr. 60'000.–.

Im Erläuternden Bericht vom 2. März 2018 ist im Übrigen keine Begründung für den vorgeschlagenen Höchstbetrag enthalten. Es ist denn auch nicht ersichtlich, weshalb der Höchstbetrag nicht höher ist.

1.4 Art. 67 (Automatisiert durchgeführte Grossspiele)

Faktisch sind drei Aufstellungsorte für den Betrieb von Grossspielautomaten erlaubt. Die Spielbank (Absatz 1 lit. a) ist eine in sich geschlossene Institution mit Zutrittsregelung, Überwachung und Sozialkonzept (Schutz der Spielenden vor exzessivem Geldspiel). Die Spielbank unterscheidet sich damit in wesentlicher Hinsicht von den anderen Typen Gastronomie und Spiellokale (Absatz 1 lit. b und c). Gastronomie und Spiellokale sind hingegen betreffend die genannten Faktoren als vergleichbar zu betrachten.

In den Absätzen 4 und 5 wird sodann unterschieden, in welcher Anzahl und Ausstattung Grossspielautomaten pro Aufstellungsort gemäss Absatz 1 lit. b und c zulässig sind. In der Gastronomie dürften nach dieser Definition die gleichen Grossspielautomaten wie in Spielbanken betrieben werden, in Spiellokalen jedoch nur Automaten, welche die Vorgabe als Geschicklichkeitsspielautomaten erfüllen (Geschicklichkeitsspielkomponente im Spielverlauf). Da wie oben erwähnt die Gastronomie und Spiellokale was Zugänglichkeit, Überwachung und Schutz vor exzessivem Geldspiel betrifft, als gleichwertig betrachtet werden können, ist diese Unterscheidung nicht nachvollziehbar. Unseres Erachtens sollen auch in der Gastronomie, gleich wie in Spiellokalen, nur Grossspielautomaten mit einer Geschicklichkeitskomponente (Geschicklichkeitsspielautomaten) betrieben werden dürfen. Absatz 4 muss in Bezug auf die Spezifizierung von Grossspielautomaten somit gleich lauten wie dies in Absatz 5 für Spiellokale gilt.

Es wird deshalb beantragt, Art. 67 Abs. 4 so zu ändern, dass die gleiche Kategorie von Grossspielautomaten mit den gleichen Spezifikationen wie in Art. 67 Abs. 5, das heisst mit einer Geschicklichkeitskomponente im Spielverlauf, betrieben werden darf.

1.5 Kapitel 6 (Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel)

Die in Art. 72–87 aufgeführten Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel werden begrüsst. Insbesondere begrüsst werden die Pflicht zur Zusammenarbeit mit Suchtfachstellen (Art. 79) sowie die Massnahmen für online durchgeführte Geldspiele (2. Abschnitt).

Das Bundesgesetz über Geldspiele (Geldspielgesetz) und der Entwurf der Verordnung über Geldspiele (Geldspielverordnung, VGS) bieten den weltweit strengsten Schutz vor Spielsucht. Der bewährte Schutz vor Spielsucht in den klassischen Casinos wird auf die neuen Online-Casinos übertragen, wodurch auch in diesem Bereich ein hoher und wirkungsvoller Spielerschutz garantiert wird. Die nun vorliegenden Bestimmungen bezüglich des Sozialkonzepts reichen aus unserer Sicht daher aus. Die Einführung von zusätzlichen Massnahmen würde zu einer noch stärkeren und überzogenen Überwachung der Spieler, zu einer unsinnigen Schmälerung der Attraktivität der kontrollierten Casinos führen. Dies würde insgesamt einer weiteren Verlagerung in den illegalen und unkontrollierten Bereich Vorschub leisten. Damit wird weder dem Sozialschutz noch der Maximierung der Abgaben an das Gemeinwohl ein Gefallen getan. Das austarierte und bestens bewährte System der vorgesehenen Massnahmen muss deshalb aus unserer Sicht unverändert belassen werden.

1.6 Art. 78 Abs. 1 (Besondere Anforderungen an das Sozialkonzept der Spielbanken)

Diese Norm regelt die Anforderungen an das von den Spielbanken zu erstellende Sozialkonzept. Eine analoge Norm für die Veranstalterinnen von Grossspielen lässt sich dem Verordnungsentwurf nicht entnehmen, obwohl diese in Art. 76 des Geldspielgesetzes ebenfalls zur Erstellung eines Sozialkonzepts verpflichtet werden. Auch Art. 82 sieht denn gestützt auf Art. 84 des Geldspielgesetzes vor, dass die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen Bericht zur Wirksamkeit des Sozialschutzes erstatten müssen. Dies ist entsprechend zu ergänzen.

1.7 Art. 79 (Zusammenarbeit mit einer Suchtfachstelle)

Begrüsst wird, dass die Zusammenarbeit mit einer Suchtfachstelle für Spielbanken und die Veranstalterinnen von Lotterien und Sportwetten verpflichtend ist. Dies gewährleistet, wie im Erläuternden Bericht auf Seite 22 festgehalten, die Sicherstellung der notwendigen fachlichen Qualifikation zur Betreuung von Personen mit problematischem Suchtverhalten. Empfohlen wird allerdings, Kriterien für die Wahl der Suchtfachstelle zu definieren. Die Suchtfachstelle soll kantonal anerkannt sein und eine qualitativ hochstehende und lokal verankerte Leistungserbringung gewährleisten.

1.8 Art. 84 (Information über das exzessive Geldspiel)

Die Pflicht der Online-Spiele anbietenden Veranstalterinnen zur Aufschaltung von Informationen über exzessives Glücksspiel wird begrüsst. Damit die Methode zur Selbstbeurteilung des Spielverhaltens (lit. a) gültige und zuverlässige Ergebnisse liefert, wird empfohlen, Litera a durch das Attribut "verlässlich" zu ergänzen.

2. Verordnung des EJPD über die Sorgfaltspflichten der Veranstalterinnen von Grossspielen zur Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung (Geldwäschereiverordnung EJPD, GwV-EJPD)

Keine Bemerkungen.

3. Verordnung des EJPD über Spielbanken (Spielbankenverordnung, SPBV)

Keine Bemerkungen.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Vernehmlassung.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrats

Alex Hürzeler	Vincenza Trivigno
Landammann	Staatsschreiberin

Kopie
- cornelia.perler@bj.admin.ch

Appenzell Ausserrhoden

Regierungsrat

Regierungsgebäude
9102 Herisau
Tel. +41 71 353 61 11
Fax +41 71 353 68 64
kantonskanzlei@ar.ch
www.ar.ch

Regierungsrat, 9102 Herisau

Bundesamt für Justiz
Bundesrain 20
3003 Bern

Dr. iur. Roger Nobs
Ratschreiber
Tel. +41 71 353 63 51
roger.nobs@ar.ch

Herisau, 1. Juni 2018 / ssc

Eidg. Vernehmlassung; Entwurf zu Verordnungen zum Geldspielgesetz; Stellungnahme des Regierungsrates von Appenzell Ausserrhoden

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 2. März 2018 wurden die Kantonsregierungen vom Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement (EJPD) eingeladen, sich zur eingangs erwähnten Vorlage bis zum 15. Juni 2018 vernehmen zu lassen.

Der Regierungsrat von Appenzell Ausserrhoden nimmt dazu wie folgt Stellung:

1. Vorbemerkungen

Die Bekämpfung des exzessiven Geldspiels ist zweifellos wichtig; sie muss aber verhältnismässig sein und unbedingt berücksichtigen, dass die Gesetzgebung ein marktfähiges Geldspielangebot ermöglicht. Die Spielangebote müssen attraktiv bleiben, ohne zu Exzessen oder Abhängigkeiten zu führen. Den Geldspielanbietern soll es möglich sein, trotz der Einhaltung ihrer Pflichten zur Bekämpfung der Gefahren attraktive und konkurrenzfähige Spiele lancieren zu können, die der jeweiligen technischen und gesellschaftlichen Entwicklung entsprechen. Nur so kann verhindert werden, dass sich die Spielenden den illegalen Angeboten zuwenden.
Der Regierungsrat erwartet, dass die Verordnungen und der erläuternde Bericht unter diesem Aspekt nochmals durchgesehen und eventuell die nötigen Anpassungen im erwähnten Sinne vorgenommen werden.

2. Revisionspostulate

Art. 29 Abs. 1 der Geldspielverordnung
Das Wort "ausnahmsweise" ist zu streichen.
Begründung: In Art. 25 Abs. 3 BGS ist eine solche, wie nun in der Verordnung vorgesehene Einschränkung der Zusammenarbeit, nicht enthalten. Eine Zusammenarbeit soll möglich sein, wenn die unter den Buchstaben a – f aufgeführten Voraussetzungen erfüllt sind. Das Wort "ausnahmsweise" vermittelt Unsicherheit und führt zu Willkür. Die Bedeutung von "ausnahmsweise" ist insbesondere dann unklar, wenn alle Voraussetzungen erfüllt sind.

Art. 75 Abs. 2 lit. b der Geldspielverordnung

In diesem Artikel werden neu die Gratisspiele geregelt. Dies ist zu begrüssen, da die Gewährung von Gratisspielen insbesondere mit Blick auf den Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel Probleme bieten kann. Buchstabe b verankert den Grundsatz, dass Gratisspiele sich nicht gezielt an Minderjährige oder an gefährdete oder gesperrte Personen richten dürfen. Diese Anforderung geht weiter als Artikel 74 Absatz 2 BGS. Gemäss dem erläuternden Bericht werde es an der Praxis liegen zu bestimmen, was genau mit gefährdeten Spielerinnen und Spieler gemeint ist.

Der Regierungsrat erachtet es hinsichtlich der Rechtssicherheit und der Gewährleistung eines einheitlichen Vollzugs als notwendig, dass bereits seitens des Verordnungsgebers klare Kriterien festgelegt werden, wann eine Person als «gefährdet» eingestuft werden muss. Darüber hinaus ist in diesem Zusammenhang die Sensibilisierung und Ausbildung des Personals von Spielbanken wesentlich. Bei Online-Spielen sind technische Hilfsmittel zur Identifikation von auffälligem Spielverhalten zu nutzen.

Art. 84 lit. e der Geldspielverordnung

In Art. 84 wird die Veranstalterin von Online-Spielen verpflichtet, der spielenden Person auf einfache Weise Informationen über die Suchtprävention zur Verfügung zu stellen.

In diesem Zusammenhang würde der Regierungsrat es begrüssen, wenn die Kontaktdaten der kantonalen Suchtberatungsstellen explizit genannt werden müssten.

Art. 127 der Geldspielverordnung

Aufnahme eines neuen Abs. 2:

> Neu 2 Die Eintragung erfolgt nach einer Bereinigung des Registers nach Artikel 22 Absatz 5 SBG und nach vorgängiger Information der darin erfassten Personen bis spätestens ein Jahr nach Inkrafttreten des BGS.

Begründung: Die vom Bundesrat vorgeschlagene Lösung ist in rechtlicher Hinsicht problematisch: Die Ausdehnung der grösstenteils freiwillig erfolgten Spielersperren für die landbasierten Spielbanken auf alle Online-Geldspielangebote, inklusive die Online-Teilnahmen beispielsweise am Schweizer Zahlenlotto und Euro Millions, stellt einen Eingriff in die persönliche Freiheit der gesperrten Personen sowie einen Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit der Veranstalter dar. Für derartige Eingriffe in verfassungsrechtlich geschützte Grundrechte ist eine klare gesetzliche Grundlage in einem formellen Gesetz unabdingbar. Eine entsprechende Übergangsbestimmung fehlt aber im Geldspielgesetz und wird nunmehr in der Verordnung quasi nachgeschoben.

In inhaltlicher Hinsicht erscheint der Vorschlag des Bundesrats zudem zu absolut. Er sollte gemäss dem obenstehenden Antrag ergänzt werden. Das Register mit den über 50'000 zwischen 2002 und 2018 gesperrten Personen sollte bereinigt werden, bevor es beziehungsweise die darin verbleibenden Personendaten in das neue Register übertragen werden. Personen, die nicht mehr ausfindig gemacht werden können, sind nicht zuletzt auch aus Gründen des Datenschutzes aus dem Register zu entfernen. Es muss zudem möglich sein, die gesperrten Personen darüber zu informieren, dass sie neu auch für die Online-Teilnahme an Lotterien gesperrt sind.

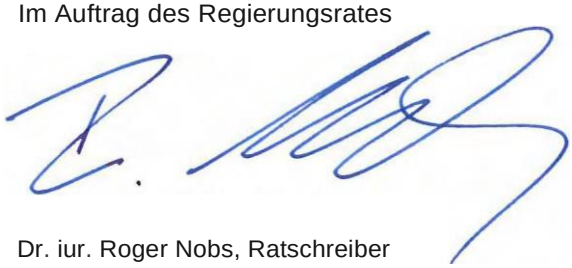
Bei dieser Lösung könnte man mit dem neuen Register per Inkrafttreten der Gesetzgebung starten. Im Übergangsjahr 2019 verwenden die Spielbanken beide Register, was auf derselben Applikation erfolgen kann. Für die Bereinigung der Daten im alten Register kommt die gleiche Übergangsfrist zur Anwendung, die in Art. 140 Abs. 3 des Geldspielgesetzes vorgesehen ist – die bereinigte alte Liste wird mit anderen Worten spätestens per 1.1.2020 mit der per 1.1.2019 begonnenen Liste zusammengeführt.

Aus der vorgeschlagenen Ergänzung resultieren Vorteile für den Schutz vor exzessivem Geldspiel. Ein erheblicher Teil der kontaktierten Personen dürfte eine Streichung von der Liste der gesperrten Personen anstreben. Die daraus resultierenden Kontakte stellen eine Chance dar, Personen, die immer noch Probleme haben, geeignete Hilfestellungen anzubieten.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Im Auftrag des Regierungsrates



Dr. iur. Roger Nobs, Ratschreiber

KANTON
APPENZELL INNERRHODEN

Landammann und Standeskommission

Sekretariat Ratskanzlei
Marktgasse 2
9050 Appenzell
Telefon +41 71 788 93 24
Telefax +41 71 788 93 39
michaela.inauen@rk.ai.ch
www.ai.ch

Ratskanzlei, Marktgasse 2, 9050 Appenzell

Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte
und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

Appenzell, 6. Juni 2018

Verordnungen zum Geldspielgesetz
Stellungnahme Kanton Appenzell I.Rh.

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 2. März 2018 haben Sie uns die Vernehmlassungsunterlagen zum Vorentwurf der Verordnungen zum Geldspielgesetz zukommen lassen.

Die Standeskommission nimmt dazu wie folgt Stellung:

Die Bekämpfung des exzessiven Geldspiels ist zweifellos wichtig. Sie muss aber verhältnismässig sein und berücksichtigen, dass die Gesetzgebung ein marktfähiges Geldspielangebot ermöglicht. Die Spielangebote müssen attraktiv bleiben, ohne zu Exzessen oder Abhängigkeiten zu führen. Den Geldspielanbietern soll es möglich sein, trotz der Einhaltung ihrer Pflichten zur Bekämpfung der Gefahren attraktive und konkurrenzfähige Spiele lancieren zu können, die der jeweiligen technischen und gesellschaftlichen Entwicklung entsprechen. Nur so kann verhindert werden, dass sich die Spielenden illegalen Angeboten zuwenden.

Die Verordnung soll mit Blick auf diese Ziele nochmals überprüft werden.

Die Geldspielverordnung regelt neu die Bewilligungsvoraussetzungen für Kleinspiele. Darunter fallen unter anderem Tombolas bis maximal Fr. 25‘000. Wie bisher sind die Bewilligungen für Kleinlotterien und Ähnliches durch die Kantone auszustellen, die dabei die lokalen Gegebenheiten berücksichtigen können. Die Gewinne aus den Kleinspielen müssen dem Gemeinwohl dienen. Im Kanton Appenzell I.Rh. haben Lottos und Tombolas eine grosse Bedeutung, können doch so die Sport-, Musik- und Dorfvereine weiterhin ihre Aktivitäten mitfinanzieren. Allerdings ist die maximal vorgesehene Summe im Vergleich zu den übrigen Kleinspielen zu tief angesetzt. Sie sollte auf maximal Fr. 50‘000 festgelegt werden.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

Im Auftrage von Landammann und Standeskommission
Der Ratschreiber:

Markus Dörig

Zur Kenntnis an:
- cornelia.perler@bj.admin.ch
- Justiz-, Polizei- und Militärdepartement Appenzell I.Rh., Marktgasse 10d, 9050 Appenzell
- Ständerat Ivo Bischofberger, Ackerweg 4, 9413 Oberegg
- Nationalrat Daniel Fässler, Weissbadstrasse 3a, 9050 Appenzell

Landeskanzlei
Rathausstrasse 2
4410 Liestal
061 552 50 06
landeskanzlei@bl.ch
www.bl.ch

BASEL LANDSCHAFT
REGIERUNGSRAT

Regierungsrat BL, Rathausstrasse 2, 4410 Liestal

Eidgenössisches
Justiz- und Polizeidepartement
Bern

cornelia.perler@bj.admin.ch

Liestal, 12. Juni 2018

Vernehmlassung
betreffend Verordnungen zum Geldspielgesetz

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Besten Dank für die Einladung zur Meinungsäusserung. Den unterbreiteten Verordnungsentwürfen[1] zur Umsetzung des neuen Geldspielgesetzes können wir grundsätzlich zustimmen. Wir bitten Sie aber zu prüfen, ob die in § 37 Absatz 6[2] des Entwurfs der Verordnung über Geldspiele (VGS) vorgeschlagene Anzahl von 24 Turnieren (= Startgelder von insgesamt 480'000 bis 720'000 Franken) nicht zu hoch angesetzt ist und deshalb reduziert werden sollte (Vorschlag: 12 Turniere = Startgelder von 240'000 bis 360'000 Franken).

Ansonsten schliessen wir uns der Stellungnahme der Fachdirektorenkonferenz Lotteriemarkt und Lotteriegesetz FDKL an und bitten um Berücksichtigung der darin geäusserten Anliegen.

Hochachtungsvoll

Dr. Sabine Pegoraro
Regierungspräsidentin

Nic Kaufmann
2. Landschreiber

[1] Verordnung [des Bundesrats] über Geldspiele (Geldspielverordnung, VGS) / Verordnung des EJPD über Spielbanken (Spielbankenverordnung, SPBV) / Verordnung des EJPD über die Sorgfaltspflichten der Veranstalterinnen von Grossspielen zur Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung (Geldwäschereiverordnung EJPD, GwV-EJPD)

[2] Entwurfswortlaut: "Die Veranstalterin verliert ihren guten Ruf im Sinne von Artikel 33 Absatz 1 Ziffer 2 BGS, namentlich wenn sie illegale Spiele durchführt oder in ihren Lokalitäten duldet. Wenn sie 24 oder mehr kleine Pokerturniere pro Jahr am gleichen Ort durchführen will, muss sie ihrem Gesuch ein Konzept beilegen, in welchem sie darlegt, welche konkreten Massnahmen sie gegen das exzessive Geldspiel und gegen illegale Spielaktivitäten in ihrem Lokal ergreift."

Regierungsrat des Kantons Basel-Stadt

Rathaus, Marktplatz 9
CH-4001 Basel

Tel: +41 61 267 80 54
Fax: +41 61 267 85 72
E-Mail: staatskanzlei@bs.ch
www.regierungsrat.bs.ch

Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte
und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

Per Email an:
cornelia.perler@bj.admin.ch

Basel, 6. Juni 2018

Regierungsratsbeschluss vom 5. Juni 2018

Entwurf zu Verordnungen zum Geldspielgesetz: Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens

Stellungnahme des Kantons Basel-Stadt

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 2. März 2018 haben Sie uns die Vernehmlassungsunterlagen zu drei Verordnungen zum neuen Geldspielgesetz zukommen lassen. Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und lassen Ihnen nachstehend unsere Bemerkungen zukommen.

1. Einleitende Bemerkung

Der Regierungsrat des Kantons Basel-Stadt begrüsst die Vernehmlassungsvorlage im Grundsatz, hat aber auch Vorbehalte. Dem Schutz vor exzessivem Geldspiel ist zweifelsohne ein hoher Stellenwert beizumessen, aber es muss den schweizerischen Grossspielveranstaltern weiterhin möglich sein, in punkto Attraktivität der Spielangebote mit der ausländischen Konkurrenz mitzuhalten. Andernfalls besteht die Gefahr, dass sich hier ansässige Spieler und Spielerinnen vermehrt illegalen Angeboten aus dem Ausland zuwenden, was sowohl dem Schutz der Spielerinnen und Spieler vor den schädlichen Auswirkungen des Geldspiels als auch den pekuniären Interessen unseres Landes zuwiderliefe. Daher ist eine ausgewogene Balance zwischen einem wirksamen Spielerschutz einerseits und der Wettbewerbsfähigkeit der schweizerischen Grossspielveranstalter anderseits anzustreben.

2. Bemerkungen und Änderungsanträge

Die Änderungsanträge beschränken sich auf das Wesentliche und betreffen ausschliesslich die Geldspielverordnung.

2.1 Art. 1 VSG *Geldspiele im privaten Kreis*

Art. 1 VSG konkretisiert Geldspiele im privaten Kreis, die gemäss Art. 1 Abs. 2 lit. a BGS vom Geltungsbereich des Gesetzes ausgeschlossen sind. Nicht präzisiert wird hingegen, was unter dem Begriff *«kurzzeitig» zur Verkaufsförderung durchgeführte Lotterien und Wetten* nach Art. 1 Abs. 2 lit. d und lit. e BGS zu verstehen ist. Hier besteht unseres Erachtens Konkretisierungsbedarf.

Antrag
Wir beantragen, nachfolgend an Art. 1 VSG eine Bestimmung aufzunehmen, die den Begriff «kurzzeitig» definiert.

2.2 Art. 29 VSG *Zusammenarbeit mit ausländischen Veranstalterinnen von Grossspielen*

In Art. 29 Abs. 1 lit. a - f, Abs. 2 und Abs. 3 VSG werden in Konkretisierung von Art. 25 Abs. 3 BGS *(Der Bundesrat bestimmt, inwieweit die interkantonale Behörde der Veranstalterin von Grossspielen bewilligen kann, mit Grossspielveranstalterinnen im In- und Ausland zusammenzuarbeiten)* die von der gesuchstellenden Grossspielveranstalterin zu erbringenden Nachweise für eine Zusammenarbeit aufgelistet. Dennoch sieht Art. 29 Abs. 1 vor, dass selbst beim Nachweis sämtlicher Erfordernisse eine Zusammenarbeit lediglich «ausnahmsweise» erlaubt werden kann. Dies führt nicht nur zu einer Rechtsunsicherheit, sondern legitimiert geradezu eine willkürliche Bewilligungspraxis. Im Übrigen führt die so formulierte Regelung dazu, dass die Veranstalter von Lotterien und Wetten gegenüber den Spielbanken benachteiligt werden. Denn in der analogen Bestimmung für die Spielbanken (vgl. Art. 17 VSG) ist das Wort «ausnahmsweise» nicht enthalten.

Antrag
Wir beantragen, in Art. 29 Abs. 1 das Wort «ausnahmsweise» zu streichen.

2.3 Art. 37 VSG *Kleine Pokerturniere*

Gemäss Absatz 6 zweiter Satz dieser Bestimmung muss die Veranstalterin, sofern sie 24 oder mehr kleine Pokerturniere pro Jahr am gleichen Ort durchführen will, ein Konzept beilegen, in welchem sie darlegt, welche konkreten Massnahmen sie gegen das exzessive Geldspiel und gegen illegale Spielaktivitäten in ihrem Lokal ergreift. Weshalb eine Veranstalterin, die 24 kleine Pokerturniere durchführt, im Vergleich zu einer Organisatorin, die beispielsweise lediglich 18 Turniere pro Jahr veranstaltet, strengeren Anforderungen unterliegt, leuchtet nicht ein. Sowohl der Spielerschutz als auch ein geordneter Spielverlauf müssen bei jedem einzelnen Turnier gewährleistet sein. Angesichts der in Art. 37 Abs. 1 – 5 und Abs. 6 erster Satz VSG formulierten engen Rahmenbedingungen für die Durchführung dieser Kleinspiele sowie der Regelung in Art. 36 Abs. 1 lit. e BGS, wonach die Veranstalterinnen von kleinen Pokerturnieren verpflichtet sind, die Spielregeln und die Informationen zum Schutz der Teilnehmerinnen und Teilnehmer vor exzessivem Spiel aufzulegen, kann und soll auf das zusätzliche Erfordernis einer Konzeptvorlage verzichtet werden.

Antrag
Wir beantragen, Art. 37 Abs. 6 Satz 2 zu streichen.

2.4 Art. 79 VSG *Zusammenarbeit mit einer Suchtfachstelle*

Diese Bestimmung konkretisiert Art. 76 Abs. 2 BGS. Gemäss der Gesetzesbestimmung «können» die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen insbesondere mit den in Absatz 2 lit. a) – f) aufgelisteten Stellen (zuständigen Vollzugsbehörden; anderen Spielbanken oder anderen Veranstalterinnen von Grossspielen; Forscherinnen und Forschern; Suchtpräventionsstellen; Therapieeinrichtungen; Sozialdiensten) für die Ausarbeitung, Umsetzung und Evaluation der Massnahmen (zum Schutz der Spieler) zusammenarbeiten. Dazu wird im erläuternden Bericht ausgeführt (S. 22), im Vergleich mit dem geltenden Recht (Art. 37 Abs. 2 VSBG: *Für die Umsetzung des Sozialkonzepts arbeitet die Spielbank mit einer Suchtpräventionsstelle und einer Therapieeinrichtung zusammen.*) sei die Palette der möglichen Partner deutlich erweitert worden. Aufgrund dieser Erweiterung statuiere Art. 76 Abs. 2 BGS anders als das geltende Recht keine Pflicht zur Zusammenarbeit. Trotz dieser Erkenntnis wird in Artikel 79 VE-VGS nun aber eine solche Pflicht vorgesehen. Wenn der Bundesrat nun entgegen dem klaren Wortlaut im BGS («können») in seinen Ausführungsbestimmungen die Pflicht zur Zusammenarbeit nachschiebt, kommt

dies einer Überschreitung seiner Regelungskompetenz und somit einer Missachtung des Gewaltenteilungsprinzips gleich.

Antrag
Wir beantragen daher, Art. 79 VSG ersatzlos zu streichen.

2.5 **Art. 80 VSG** *Aufhebung der freiwilligen Spielsperre*

Dass auch freiwillige Spielsperren nicht sofort auf Gesuch der betroffenen Person hin, sondern erst nach einer Karenzzeit von drei Monaten aufgehoben werden, wird als sinnvoll erachtet.

2.6 **Art. 127** *Übergangsbestimmung zum Register der gesperrten Personen*

Gemäss dieser Ausführungsbestimmung sollen unter dem geltenden Recht (nach Art. 22 Spielbankengesetz, SBG) von den Spielbanken verhängte Spielsperren in das vom Geldspielgesetz vorgeschriebene Register (Art. 82 BGS) übertragen werden. Dies hat zur Folge, dass die bisherigen für die landbasierten Spielbanken geltenden Spielsperren mit Inkrafttreten des Geldspielgesetzes auf alle Online-Geldspielangebote (bspw. auch Schweizer Zahlenlotto oder Euro Millions) ausgedehnt werden. Diese weitergehenden Einschränkungen der persönlichen Freiheit der Spieler und der Wirtschaftsfreiheit der Veranstalter bedürfen aus rechtsstaatlichen Gründen aber einer formellgesetzlichen Grundlage. Eine solche fehlt jedoch im BGS. Daher muss hier Art. 1 SchlT ZGB (Regel der Nichtrückwirkung), der analog im öffentlichen Recht gilt, zum Zuge kommen. Demzufolge kann und darf der erweiterte Geltungsbereich der Spielsperre nicht auf Betroffene angewendet werden, die noch nach geltendem Recht mit einer Spielsperre belegt worden sind. Diese sollten über die erweiterten Konsequenzen einer Spielsperre informiert werden, bevor die Einträge ins neue Register übernommen werden. Auf diese Weise besteht bei Personen mit einer freiwilligen Spielsperre die Möglichkeit einer Aufhebung. Um eine angemessene Bedenkfrist einräumen und das alte Register bereinigen zu können (bspw. Löschen von Einträgen von nicht mehr auffindbaren Personen), bietet sich die Anwendung der in Art. 140 Abs. 3 BGS vorgesehenen Übergangsfrist (ein Jahr) an.

Antrag
Wir beantragen, dass Art. 127 wie folgt ergänzt wird:
neu Abs. 2: Die Eintragung erfolgt nach einer Bereinigung des Registers nach Art. 22 Abs. 5 SBG und nach vorgängiger Information der darin erfassten Personen bis spätestens ein Jahr nach Inkrafttreten des BGS.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Mit freundlichen Grüssen

Im Namen des Regierungsrates des Kantons Basel-Stadt

E. Ackermann B. Schüpbach-Guggenbühl

Elisabeth Ackermann
Präsidentin

Barbara Schüpbach-Guggenbühl
Staatsschreiberin

Der Regierungsrat
des Kantons Bern

Le Conseil-exécutif
du canton de Berne

Postgasse 68
Postfach
3000 Bern 8
www.rr.be.ch
info.regierungsrat@sta.be.ch

Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte
und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

cornelia.perler@bj.admin.ch

6. Juni 2018

RRB-Nr.:	642/2018
Direktion	Polizei- und Militärdirektion
Unser Zeichen	2018.POM.193
Ihr Zeichen	
Klassifizierung	Nicht klassifiziert

Vernehmlassung des Bundes: Verordnungen zum Geldspielgesetz.
Stellungnahme des Kantons Bern

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Der Regierungsrat dankt Ihnen bestens für die Gelegenheit, zum Ausführungsrecht zum neuen Geldspielgesetz Stellung nehmen zu können.

1 Grundsätzliches

Mit der Stossrichtung und den Detailbestimmungen ist der Regierungsrat grundsätzlich einverstanden. Das Ausführungsrecht trägt den Anliegen des Kantons Bern an die Geldspielgesetzgebung Rechnung. Namentlich im Bereich der Kleinspiele ermöglicht die Geldspielverordnung eine angemessene Umsetzung und Anwendung.

Der Regierungsrat begrüsst, dass dem Spielerschutz in der Geldspielgesetzgebung Rechnung getragen wird. Allerdings beinhalten die Verordnungen zum Geldspielgesetz verschiedene Massnahmen im Bereich des Spielerschutzes, ohne jedoch die Begriffe „gefährdete Spielerinnen und Spieler" sowie „auffälliges Verhalten" genauer zu definieren. Ebenso wenig werden Hinweise gegeben, wie gefährdete Spielerinnen und Spieler im Sinne der Früherkennung erkannt werden.
Wir gehen davon aus, dass die Grundlagen hierfür von der Eidgenössischen Spielbankenkommission (ESBK) oder der interkantonalen Lotterie- und Wettkommission (Comlot) unter Beizug von externen Fachpersonen erarbeitet werden.

2 Verordnung über Geldspiele (Geldspielverordnung, VGS)

Artikel 75 Absatz 2 Buchstabe b VGS
Gemäss dieser Bestimmung dürfen sich Gratisspiele oder Gratisspielguthaben nicht an Minderjährige oder an gefährdete oder gesperrte Personen richten. Die Erkennung von gefährdeten Personen ist äusserst schwierig. Daher sind Kriterien festzulegen, wie gefährdete Spieler und Spielerinnen erkannt werden. Diese Kriterien sind im Rahmen der Aus- und Weiterbildung dem Personal zu vermitteln, so dass gefährdete Spieler und Spielerinnen eher erkannt werden können.

Artikel 78 Absatz 2 VGS
Spielbanken haben im Sozialkonzept unter anderem den Standort allfälliger Geldbezugsautomaten anzugeben. Es ist nochmals zu prüfen, ob direkt in oder vor der Spielbank Geldautomaten stehen sollen. Weiter ist die Formulierung in Art. 78 Abs. 2 VSG relativ offen. Es ist wichtig, dass einheitliche Kriterien zur Definition von auffälligem Geldbezugsverhalten und zur Vorgehensweise formuliert werden.

Artikel 79 VGS
Die Zusammenarbeit mit einer Suchtfachstelle bei der Umsetzung des Sozialkonzeptes wird ausdrücklich begrüsst.

Artikel 80 Absatz 2 VGS
Der obligatorische Beizug einer kantonal anerkannten Fachperson oder Fachstelle ist im Verordnungstext explizit zu erwähnen (vgl. Art. 81 BGS1).

Artikel 82 Absatz 1 VGS
Gemäss dieser Bestimmung kann die zuständige Aufsichtsbehörde bei der Kontrolle, ob die von den Spielbanken und den Veranstalterinnen und Veranstalter von Grossspielen getroffenen Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler wirksam sind, externe Fachpersonen beiziehen. Der Beizug von externen Fachpersonen ist für eine fachlich seriöse und unabhängige Beurteilung unabdingbar. Daher ist der Beizug von externen Fachpersonen verbindlich vorzuschreiben.

Artikel 87 VGS
Die Notwendigkeit für zusätzliche Sozialschutzmassnahmen ist unter Einbezug einer unabhängigen Fachstelle zu prüfen, da ansonsten die Gefahr von Interessenkonflikten besteht.

Zu zwei weiteren einzelnen Punkten der Geldspielverordnung nimmt der Regierungsrat wie folgt Stellung.

Zwecks Gewährleistung des geordneten Spielbetriebs regt er einerseits an, die Löschfrist in **Artikel 40 Absatz 3** deutlich weiter zu fassen. Andererseits dürfte sich in **Artikel 41 Absatz 2** der konkretisierende Hinweis lohnen, dass die Spielregeln mindestens in den drei Landessprachen Deutsch, Französisch und Italienisch sowie dem Englischen anzugeben sind.

3 Verordnung des EJPD über Spielbanken (Spielbankenverordnung, SPBV)

In den Art. 51-55 SPBV werden die Kriterien für das Sozialkonzept zum Schutz der Spielerinnen und Spielern vor exzessivem Geldspiel (Sozialschutz) erläutert. Die extern benannten Fachpersonen von der ESBK sind nicht nur für die Aufhebung von Spielsperren, sondern auch in die gesamte Beurteilung der Umsetzung des Sozialkonzeptes einzubeziehen. Darüber hinaus regen wir eine Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Spielbanken und Veranstalterinnen und Veranstalter von Grossspielen in Bezug auf das Sozialkonzept an, so dass einheitliche Rahmenbedingungen für dieses geschaffen werden können.

Der Regierungsrat dankt Ihnen für Ihre Bemühungen und die Berücksichtigung seiner Anliegen.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrates

Der Präsident	Der Staatsschreiber
Christoph Neuhaus	Christoph Auer

Verteiler
- Erziehungsdirektion
- Finanzdirektion
- Gesundheits- und Fürsorgedirektion
- Justizleitung
- Polizei- und Militärdirektion

kanton glarus

Regierungsrat
Rathaus
8750 Glarus

Auszug aus dem Protokoll

Dienstag, 12. Juni 2018 / § 353

Vernehmlassung zum Entwurf zu Verordnungen zum Geldspielgesetz

An das Bundesamt für Justiz, Direktionsbereich Öffentliches Recht, Fachbereich Rechtsetzungsprojekte und -methodik, Bundesrain 20, 3003 Bern, geht folgende Vernehmlassung (vgl. Beilage).

Der Ratsschreiber:

lic. iur. Hansjörg Dürst

E-Mail an: cornelia.perler@bj.admin.ch

Auszug an:
- Eidg. Parlamentarier
- Departement Sicherheit und Justiz
- Departement Bildung und Kultur
- Departement Finanzen und Gesundheit
- Departement Volkswirtschaft und Inneres

kanton glarus

Telefon 055 646 60 11/12/15
E-Mail: staatskanzlei@gl.ch
www.gl.ch

Regierungsrat
Rathaus
8750 Glarus

Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte
und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

Glarus, 12. Juni 2018
Unsere Ref: 2018-44

Vernehmlassung zum Entwurf zu Verordnungen zum Geldspielgesetz

Hochgeachtete Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Sie gaben uns in eingangs genannter Angelegenheit die Möglichkeit zur Stellungnahme. Dafür danken wir und lassen uns gerne wie folgt vernehmen:

1. Allgemeine Bemerkung

Wir äussern uns ausschliesslich zu den Kernpunkten der Verordnung über Geldspiele, zumal vor allem diese den Kanton Glarus tangiert. Hinsichtlich der beiden anderen zur Stellungnahme unterbreiteten Verordnungen (Spielbankenverordnung und Geldwäschereiverordnung) wird von uns auf Bemerkungen verzichtet. Vorab halten wir im Zusammenhang mit der Verordnung über Geldspiele fest, dass auch unserer Ansicht nach die Bekämpfung des exzessiven Geldspiels ein zentraler Pfeiler der gesetzlichen Bestimmungen zum Geldspielwesen bilden soll. Wir legen allerdings Wert darauf, dass die Massnahmen verhältnismässig bleiben. Es muss den Anbietern möglich sein, ein attraktives und konkurrenzfähiges Spielangebot zu entwickeln und zu betreiben. Die Einschränkungen für legale Spiele sind im Verordnungsentwurf teilweise sehr restriktiv ausgefallen. Die Verordnung über Geldspiele, insbesondere die Artikel 25, 30 und 75 sowie der erläuternde Bericht, ist deshalb mit Blick hierauf zu überprüfen und entsprechend anzupassen.

2. Bemerkungen zu den einzelnen Bestimmungen

Zu Art. 29 Abs. 1 (Zusammenarbeit mit ausländischen Veranstalterinnen)
Das Wort "ausnahmsweise" ist zu streichen. In Art. 25 Abs. 3 BGS ist eine solche, wie nun in der Verordnung vorgesehene Einschränkung der Zusammenarbeit, nicht enthalten. Eine Zusammenarbeit soll möglich sein, wenn die unter den Buchstaben a – f aufgeführten Voraussetzungen erfüllt sind. Das Wort "ausnahmsweise" vermittelt Unsicherheit und führt zu Willkür. Was hat "ausnahmsweise" noch für eine Bedeutung, wenn schon diverse andere Bedingungen erfüllt sind?

Zu Art. 35 Abs. 2 (Höchstbetrag Kleinlotterien)
Die Verantwortung für Kleinlotterien liegt auch mit dem neuen Geldspielgesetz grundsätzlich bei den Kantonen. Die Obergrenze von 400'000 Franken bei Kleinlotterien zur Finanzierung

von Anlässen von überregionaler Bedeutung ist zu tief. Bei grösseren, eidgenössischen Anlässen besteht heute der Bedarf, über höhere Plansummen verfügen zu können. Es wird deshalb beantragt, die Obergrenze auf 600'000 Franken festzusetzen.

Zu Art. 38 (Obergrenze Tombolas)
Wie die Kleinlotterien bleiben auch die Tombolas unter dem neuen Geldspielgesetz im Verantwortungsbereich der Kantone. Heute sind im Kanton Glarus Tombolas mit einer Plansumme von 30'000 Franken gestattet und gelangen auch zur Durchführung. Die in der Verordnung über Geldspiele vorgesehene Obergrenze für die Summe aller Einsätze von Tombolas im Umfang von 25'000 Franken ist zu tief und führt zu einer Einschränkung der bisherigen kantonalen Regelung. Es wird daher beantragt, diese Obergrenze auf 50'000 Franken festzulegen.

Genehmigen Sie, hochgeachtete Frau Bundesrätin, sehr geehrte Damen und Herren, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Freundliche Grüsse

Für den Regierungsrat

Dr. Andrea Bettiga
Landammann

Hansjörg Dürst
Ratsschreiber

E-Mail an: cornelia.perler@bj.admin.ch

versandt am: 18. Juni 2018

Die Regierung
des Kantons Graubünden

La regenza
dal chantun Grischun

Il Governo
del Cantone dei Grigioni

Sitzung vom	Mitgeteilt den	Protokoll Nr.
11. Juni 2018	11. Juni 2018	475

Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte und –methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

Auch per Mail zustellen als PDF und Word-Dokument:
cornelia.perler@bj.admin.ch

Entwurf zu Verordnungen zum Geldspielgesetz

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 2. März 2018 haben Sie uns die Möglichkeit gegeben, zu oberwähnter Vorlage Stellung zu nehmen. Dafür danken wir Ihnen bestens.

Am 12. Juni 2018 wird die Fachdirektorenkonferenz Lotteriemarkt und Lotteriegesetz (FDKL) ihre Vernehmlassung dem Bundesamt für Justiz zustellen. Die Regierung des Kantons Graubünden schliesst sich der Stellungnahme der FDKL an und verzichtet auf eigene ergänzende Bemerkungen.

GRISCHUN * GRIGIONE * GRAUBÜNDEN

Namens der Regierung

Der Präsident:

Dr. Mario Cavigelli

Der Kanzleidirektor:

Daniel Spadin

KANTON LUZERN

Justiz- und Sicherheitsdepartement
Bahnhofstrasse 15
Postfach 3768
6002 Luzern
Telefon 041 228 59 17
Telefax 041 228 67 27
justiz@lu.ch
www.lu.ch

Zustellung per Mail
cornelia.perler@bj.admin.ch

Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht

Luzern, 5. Juni 2018

Protokoll-Nr.: 587

Entwurf zu Verordnungen zum Geldspielgesetz

Sehr geehrte Damen und Herren

Am 2. März 2018 hat das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement die Kantonsregierungen im Rahmen eines Vernehmlassungsverfahrens eingeladen, zum Entwurf zu Verordnungen zum Geldspielgesetz Stellung zu nehmen. Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und äussern uns im Namen und Auftrag des Regierungsrates wie folgt:

1. Allgemeines

Die Verordnungen zum Geldspielgesetz regeln die für die Umsetzung des neuen Geldspielgesetzes notwendigen Einzelheiten. Die Kantone sind einerseits als Träger der interkantonalen Geldspielaufsicht und anderseits als Bewilligungs- und Vollzugsbehörde betroffen. Sodann haben die Kantone die Vorgaben in Sachen Prävention und Spielsuchtbekämpfung umzusetzen. Nicht zuletzt werden die Polizeikorps und die Staatsanwaltschaften der Kantone auch künftig einen wesentlichen Beitrag zur Strafverfolgung leisten.

Mit den vorliegenden Verordnungsentwürfen sind wir grundsätzlich einverstanden. Wir bitten Sie, die folgenden Bemerkungen und Anliegen im Interesse einer optimalen Umsetzung des Geldspielgesetzes zu berücksichtigen.

2. Bemerkungen zur Bewilligungspflicht

zu Artikel 29 Absatz 1 Entwurf Geldspielverordnung (VGS-Entwurf)

Gemäss dieser Formulierung können die Veranstalter ausnahmsweise mit ausländischen Veranstaltern zusammenarbeiten, wenn die in der Verordnung angeführten Voraussetzungen erfüllt sind. Das Wort *ausnahmsweise* ist zu streichen. Es signalisiert einen im Geldspielgesetz nicht enthaltenen Vorbehalt. Wenn die Voraussetzungen erfüllt sind, kann die Bewilligung durch die interkantonale Geldspielaufsicht erteilt werden.

zu Artikel 38 VGS-Entwurf

Für Tombolas soll die maximale Summe aller Einsätze (Plansumme) auf maximal 25'000 Franken festgesetzt werden. Die Begrenzung der Plansumme ist in Artikel 41 Absatz 3 des Geldspielgesetzes vorgesehen. Eine Begrenzung ist notwendig, damit die Tombolas von den anderen bewilligungspflichtigen Lotterien abgegrenzt werden können. Allerdings ist die maximal zulässige Summe zu tief angesetzt. Die Lottos an Unterhaltungsanlässen haben im Kanton Luzern eine langjährige Tradition und haben in der Vergangenheit kaum zu Exzessen oder Vollzugsproblemen geführt. Es gibt aber zahlreiche Lottos, die eine Plansumme von 50'000 Franken oder mehr aufweisen. Die nun vorgeschlagene Lösung führt zu einer massiven Beschränkung der von den ansässigen Vereinen mit grossem Aufwand organisierten Lottos. Vielen Vereinen gelingt es schon heute nicht mehr, ein Lotto ohne finanziellen Verlust durchzuführen. Nachdem die Anzahl Lottos in den vergangenen Jahren ohnehin rückläufig waren, sollte die Durchführung nicht mittels unnötig einschränkender Vorgaben noch weiter erschwert werden. Wir schlagen deshalb zur Wahrung des Status quo eine maximal zulässige Plansumme von 50'000 Franken vor.

zu Artikel 67 Absätze 1 c und 5 VGS-Entwurf

Diese Bestimmungen regeln die zulässige Anzahl und die zulässigen Standorte von Grossspielautomaten. Sie dürfen künftig in Spielbanken, in Restaurationsbetrieben sowie in Spiellokalen aufgestellt werden. Grundsätzlich entspricht die Regelung der bisherigen Praxis im Kanton Luzern. Allerdings durfte bisher in Restaurationsbetrieben lediglich ein Automat und in Spiellokalen durften höchsten fünf Automaten aufgestellt werden. Gemäss den neuen Vorgaben wären zwei bzw. 20 Automaten zulässig. Während wir mit der Begrenzung in Restaurationsbetrieben auf neu zwei Automaten leben können, erachten wir die Erhöhung der Limite in Spiellokalen auf 20 Automaten als überrissen. Wir wollen weiterhin ein massvolles Angebot zulassen, welches den Anliegen der Spielsucht und von Ordnung und Sicherheit Rechnung trägt und auch durch die Polizeiorgane mit einem verhältnismässigen Aufwand kontrolliert werden kann. Wir befürworten deshalb eine maximale Anzahl von zehn Automaten in einem Spiellokal.

Wir weisen zudem darauf hin, dass weder Gesetz noch Verordnung die Voraussetzungen für ein Spiellokal definieren und auch keine Bewilligungspflicht vorsehen. Somit fehlt auch eine konkrete Abgrenzung zu den übrigen Orten, wo Automaten aufgestellt werden dürfen und es dürfte nicht möglich sein, diese Lokale zwecks Kontrolle ausserhalb eines strafprozessualen Verfahrens zu betreten. Wir regen an, in der Verordnung minimale Vorgaben in Bezug auf Spiellokale zu schaffen.

zu Artikel 68 Absatz 2 VGS-Entwurf

Der Verordnungsentwurf sieht vor, dass Veranstalter die Standorte ihrer Grossspielautomaten und die für die Standortlokale zuständigen Personen melden müssen. Dies im Gegensatz zur früheren Lösung in vielen Kantonen, wo der Standort Bestandteil der Bewilligung war. Die neue Regelung weist einen relativ tiefen Verbindlichkeitsgrad auf, zumal die Verletzung der Meldepflicht nicht unter Strafe steht. Aufgrund der bisherigen Erfahrungen mit den Verantwortlichen der Standorte und den Betreibern von Grossspielautomaten muss davon ausgegangen werden, dass die verlangten unverbindlichen Meldungen vielfach nicht mit der Realität übereinstimmen werden. Dies dürfte für die Kontrollorgane (insbesondere die interkantonale Geldspielaufsicht) zu einer erheblichen Herausforderung werden. Aus Sicht der Polizeiorgane wäre die Einhaltung der Vorgaben wohl nicht mehr kontrollierbar. Wir regen deshalb an, eine verbindlichere Regelung zu schaffen. Dies könnte erreicht werden, indem verbindliche Angaben über die Standorte von Grossspielautomaten in die Veranstalter- oder in die Spielbewilligung aufgenommen werden.

zu Artikel 127 VGS-Entwurf

Gemäss dieser Bestimmung werden die bisherigen Daten im Register der Spielbanken über Spielsperren unverändert in das neue Register der gesperrten Personen nach Artikel 82 des Geldspielgesetzes übernommen. Aufgrund der neuen rechtlichen Voraussetzungen und der Tatsache, dass der grösste Teil der vorhandenen Sperren auf Freiwilligkeit beruhen, setzen wir uns dafür ein, dass vorgängig eine Bereinigung des altrechtlichen Registers vorgenommen werden muss. Wir verweisen diesbezüglich auf die ausführliche Stellungnahme zu dieser Problematik der Fachdirektorenkonferenz Lotteriemarkt und Lotteriegesetz (FDKL).

3. Bemerkungen zum Schutz von Spielerinnen und Spielern

zu Artikel 37 Absatz 6 VGS-Entwurf

Die Bewilligung kleiner Pokerturniere fällt in die Kompetenz der kantonalen Aufsichts- und Vollzugsbehörde. Der Verordnungsentwurf sieht vor, dass ab der Durchführung von 24 oder mehr Pokerturnieren pro Jahr am gleichen Ort, dem Gesuch ein Konzept mit den Massnahmen gegen das exzessive Geldspiel und gegen illegale Spielaktivitäten vorgelegt werden muss. Die Anzahl von 24 Pokerturnieren ist hoch angesetzt und kann nicht nachvollzogen werden.

zu Artikel 75 Absatz 2b VGS-Entwurf

Gratisspiele oder Gratisspielguthaben dürfen sich nicht an Minderjährige oder an gefährdete oder gesperrte Personen richten. Die Kontrolle bei der Teilnahme von Minderjährigen und gesperrten Personen kann aus unserer Sicht gut durchgeführt werden. Die Erkennung von gefährdeten Personen stellt sich dagegen als äusserst schwierig dar. Im erläuternden Bericht wird ergänzt, dass die Praxis bestimmen solle, was genau mit gefährdeten Spielerinnen und Spielern gemeint ist. Darüber hinaus wird erwähnt, dass gefährdete Spieler nicht gezielt angesprochen werden dürfen. Dies lässt sich jedoch in der Regel nicht vermeiden. Es sollten konkrete Kriterien festgelegt werden, sodass das Personal gefährdete Spielerinnen und Spieler eher erkennen kann.

zu Artikel 77 Absatz 2 VGS-Entwurf

Die Spielbank und der Veranstalter von Grossspielen umschreiben in ihrem Sozialkonzept auch die Rollenverteilung sowie die Bedingungen für die Zusammenarbeit mit den gewählten Leistungserbringern. Aus Sicht der Präventions- und Behandlungsstellen wird die Zusammenarbeit sehr begrüsst.

zu Artikel 80 VGS-Entwurf

Die grosse Anzahl der Personen mit einem risikoreichen Spielverhalten lässt sich bekanntlich selber sperren. Eine Mindestdauer von drei Monaten für die Aufhebung der Spielsperre wie in der Verordnung vorgeschlagen ist zu tief angesetzt. Die Zuständigkeit für ein vereinfachtes Aufhebungsverfahren von freiwilligen Spielsperren liegt bei den Spielbanken und Veranstaltern von Grossspielen. Im erläuternden Bericht wird ergänzt, dass diese sich verpflichten, beim Aufhebungsverfahren eine kantonal anerkannte Fachperson oder Fachstelle miteinzubeziehen. Bei der Aufhebung einer freiwilligen Spielsperre sollte u.a. die finanzielle Situation der betroffenen Person geprüft werden.

zu Artikel 82 Absatz 1 VGS-Entwurf

Die Überprüfung der Wirksamkeit der Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel ist ein wesentlicher Teil der Früherkennung und Prävention. Die Überprüfung fällt in den Aufgabenbereich der Eidgenössischen Spielbankenkommission oder

der interkantonalen Geldspielaufsicht. Um eine fachlich, seriöse Beurteilung auszuführen ist der Beizug von unabhängigen Fachpersonen unabdingbar.

zu Artikel 84 VGS-Entwurf

Diese Massnahmen ermöglichen Spielerinnen und Spielern, sich über die Gefahren und ihr eigenes Spielverhalten zu informieren. Es sollen auch Hilfsmassnahmen wie die Adresse von Spielsuchtberatungsstellen angegeben werden. Ebenso sollte die Adresse der jeweils zuständigen kantonalen Suchtberatungsstellen angegeben werden, um den Zugang zu diesen zu vereinfachen.

zu Artikel 86 VGS-Entwurf

Bei online durchgeführten Spielen besteht die Möglichkeit, die Spielerinnen und Spieler lückenlos zu beobachten. Damit eine Gefährdung eines exzessiven Spielverhaltens jedoch frühzeitig erkannt werden kann, müssen entsprechende Kriterien definiert werden. Dies stellt eine grosse Herausforderung dar, da die Interessen zwischen Anbieter und Präventionsverantwortlichen unterschiedlich sind.

Freundliche Grüsse

Paul Winiker
Regierungsrat

KANTON
NIDWALDEN

LANDAMMANN UND
REGIERUNGSRAT

Dorfplatz 2, Postfach 1246, 6371 Stans
Telefon 041 618 79 02, www.nw.ch

CH-6371 Stans, Dorfplatz 2, Postfach 1246, STK

Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht
FB Rechtsetzungsprojekte und –methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

Telefon 041 618 79 02
staatskanzlei@nw.ch
Stans, 5. Juni 2018

Entwurf zu Verordnungen des Geldspielgesetzes;
Stellungnahme

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Simonetta Sommaruga

Mit Schreiben vom 2. März 2018 haben Sie uns eingeladen, zum Entwurf zu Verordnungen des Geldspielgesetzes Stellung zu nehmen. Wir bedanken uns für die Möglichkeit dazu und vernehmen uns wie folgt:

1 Allgemeines

Grundsätzlich erklären wir uns mit den drei Erlassen zum Geldspielgesetz einverstanden. Einzig zu Art. 127 der Geldspielverordnung (VGS) haben wir eine Ergänzung anzubringen.

2 Geldspielverordnung, VGS

Art. 127 Übergangsbestimmungen zum Register der gesperrten Personen

Verordnungstext:

„Personen, die in Anwendung von Artikel 22 Absatz 1 Buchstaben a und b und Absatz 4 des Spielbankengesetzes vom 18. Dezember 1998 im Register der Spielbanken über die Spielsperren nach Artikel 22 Absatz 5 BGS eingetragen sind, werden ins Register der gesperrten Personen nach Artikel 82 BGS eingetragen.“

Antrag

Wir schlagen vor, die Bestimmung mit einem Absatz 2 zu ergänzen:

[2] Die Eintragung erfolgt nach einer Bereinigung des Registers nach Artikel 22 Absatz 5 SBG und nach vorgängiger Information der darin erfassten Personen bis spätestens ein Jahr nach Inkrafttreten des BGS.

Begründung

Die vom Bundesrat vorgeschlagene Lösung ist in rechtlicher Hinsicht problematisch: Die Ausdehnung der grösstenteils freiwillig erfolgten Spielersperren für die landbasierten Spielbanken auf alle Online-Geldspielangebote (inklusive die Online-Teilnahmen am Schweizer Zahlenlotto und Euro Millions z.B.) stellt einen Eingriff in die persönliche Freiheit der gesperrten Personen sowie einen Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit der Veranstalter dar. Für derartige Eingriffe in verfassungsrechtlich geschützte Grundrechte ist eine klare gesetzliche Grundlage in einem formellen Gesetz unabdingbar. Eine entsprechende Übergangsbestimmung fehlt aber im Geldspielgesetz und wird nunmehr in der Verordnung quasi nachgeschoben.

In inhaltlicher Hinsicht erscheint der Vorschlag des Bundesrats zudem zu absolut. Er sollte gemäss dem obenstehenden Antrag ergänzt werden. Das Register mit den über 50'000 zwischen 2002 und 2018 gesperrten Personen sollte bereinigt werden, bevor es bzw. die darin verbleibenden Personendaten in das neue Register übertragen werden. Personen, die nicht mehr ausfindig gemacht werden können, sind nicht zuletzt auch aus Gründen des Datenschutzes aus dem Register zu entfernen. Es muss zudem möglich sein, die gesperrten Personen darüber zu informieren, dass sie neu auch für die Online-Teilnahme an Lotterien gesperrt sind.

Bei dieser Lösung könnte man mit dem neuen Register per Inkrafttreten der Gesetzgebung starten. Im Übergangsjahr 2019 verwenden die Spielbanken beide Register (kann auf derselben Applikation erfolgen). Für die Bereinigung der Daten im alten Register kommt die gleiche Übergangsfrist zur Anwendung, die in Art. 140 Abs. 3 des Geldspielgesetzes vorgesehen ist – die bereinigte alte Liste wird mit anderen Worten spätestens per 1.1.2020 mit der per 1.1.2019 begonnenen Liste zusammengeführt.

Aus der vorgeschlagenen Ergänzung resultieren Vorteile für den Schutz vor exzessivem Geldspiel. Ein erheblicher Teil der kontaktierten Personen dürfte eine Streichung von der Liste der gesperrten Personen anstreben. Die daraus resultierenden Kontakte stellen eine Chance dar, Personen, die immer noch Probleme haben, geeignete Hilfestellungen anzubieten.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme.

Freundliche Grüsse
NAMENS DES REGIERUNGSRATES

Yvonne von Deschwanden
Landammann

REGIERUNGSRAT · KANTON NIDWALDEN ·

lic. iur. Hugo Murer
Landschreiber

Geht an:
- cornelia.perler@bj.admin.ch

Kanton
Obwalden

Regierungsrat

CH-6061 Sarnen, Postfach 1562, Staatskanzlei

A-Post
Eidgenössisches
Justiz- und Polizeidepartement
Bundesamt für Justiz BJ
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Bundesrain 20
3003 Bern

Referenz/Aktenzeichen: OWSTK.3172
Unser Zeichen: cb

Sarnen, 13. Juni 2018

Entwurf zur Verordnungen zum Geldspielgesetz

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 2. März 2018 haben Sie uns den Entwurf zu Verordnungen zum Geldspielgesetz zugestellt und eine Vernehmlassungsfrist bis am 15. Juni 2018 gewährt. Für die Gelegenheit zur Stellungnahme danken wir Ihnen. Allerdings erlauben wir uns die Bemerkung, dass eine Vernehmlassung **vor** einer Referendumsabstimmung für uns nur schwer nachvollziehbar ist. Bei allem Verständnis für eine möglichst speditive Umsetzung nach einer erfolgreichen Abstimmung hat dieses Vorgehen mit einem zweckmässigen Umgang von Personalressourcen wenig bis nichts zu tun. Bei Ablehnung der Vorlage wäre die eingesetzte Zeit für die Erarbeitung der Vorlagen resp. die Erarbeitung der Vernehmlassung bei den Kantonen für nichts erbracht worden.

Allgemeine Bemerkung
Mit den vorliegenden Verordnungsentwürfen sind wir grundsätzlich einverstanden.

Bemerkungen zu einzelnen Artikeln

– Art. 37 Abs. 6 VGS: Kleine Pokerturniere
Die Bewilligung kleiner Pokerturniere fällt in die Kompetenz der kantonalen Aufsichts- und Vollzugsbehörde. Der Verordnungsentwurf sieht vor, dass ab der Durchführung von 24 oder mehr Pokerturnieren pro Jahr am gleichen Ort, dem Gesuch ein Konzept mit den Massnahmen gegen das exzessive Geldspiel und gegen illegale Spielaktivitäten vorgelegt werden muss. Die Anzahl von 24 Pokerturnieren ist hoch angesetzt und kann nur schwer nachvollzogen werden. Wir empfehlen, dass jeder Veranstalter oder jede Veranstalterin unabhängig vom Durchführungsort, jedoch abhängig von der Grösse des Pokerturniers und bereits bei einer Anzahl von 12 Pokerturnieren pro Jahr Konzepte mit Massnahmen zum Spielerschutz vorlegen muss.

Regierungsrat
c/o Staatskanzlei STK
Postadresse: Postfach 1562, 6061 Sarnen
Tel. 041 666 62 03, Fax 041 660 65 81
staatskanzlei@ow.ch
www.ow.ch

– Art. 38 VGS: Tombolas
Für Tombolas soll die maximale Summe aller Einsätze (Plansumme) auf maximal Fr. 25 000.– festgesetzt werden. Die Begrenzung der Plansumme ist in Art. 41 Abs. 3 des Geldspielgesetzes vorgesehen. Eine Begrenzung ist notwendig, damit die Tombolas von den anderen bewilligungspflichtigen Lotterien abgegrenzt werden können. Allerdings ist die maximal zulässige Summe zu tief angesetzt. Die Tombolas haben eine langjährige Tradition und haben in der Vergangenheit nicht zu Exzessen oder Vollzugsproblemen geführt. Es gibt aber zahlreiche Tombolas, auch in anderen Kantonen, die eine Plansumme von Fr. 50 000.– oder mehr aufweisen. Die nun vorgeschlagene Lösung führt zu einer massiven Beschränkung der von den Vereinen mit grossem Aufwand organisierten Tombolas. Nachdem die Anzahl der Tombolas in den vergangenen Jahren ohnehin rückläufig war, sollte die Durchführung nicht mittels unnötig einschränkender Vorgaben noch weiter erschwert werden. Wir beantragen deshalb, gesetzlich eine maximal zulässige Plansumme von Fr. 50 000.– festzulegen.

– Art. 127 VGS: Übergangsbestimmung zum Register der gesperrten Personen
Gemäss dieser Bestimmung werden die bisherigen Daten im Register der Spielbanken über Spielsperren unverändert in das neue Register der gesperrten Personen nach Art. 82 des Geldspielgesetzes übernommen. Aufgrund der neuen rechtlichen Voraussetzungen und der Tatsache, dass der grösste Teil der vorhandenen Sperren auf Freiwilligkeit beruhen, sollte vorgängig eine Bereinigung des altrechtlichen Registers vorgenommen werden.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrats

Maya Büchi-Kaiser
Landammann

Nicole Frunz Wallimann
Landschreiberin

Kanton Schaffhausen
Departement des Innern
Mühlentalstrasse 105
CH-8200 Schaffhausen
www.sh.ch

Telefon +41 (0)52 632 74 61
Fax +41 (0)52 632 77 51
sekretariat.di@ktsh.ch

Departement des Innern

Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Rechtsetzungsprojekte
per E-Mail an:
cornelia.perler@bj.admin.ch

Schaffhausen, 15. Juni 2018

Entwurf zu den Verordnungen zum Geldspielgesetz; Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 2. März 2018 haben Sie die Kantone zu einer Vernehmlassung in oben erwähnter Angelegenheit eingeladen. Ihre Einladung wurde zuständigkeitshalber an das Departement des Innern weitergeleitet. Wir bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme und lassen uns wie folgt vernehmen:

- Die Zusammenarbeit mit ausländischen Veranstalterinnen von Spielbankenspielen (Art. 17 VGS) und von Grossspielen (Art. 29 VGS) soll die Ausnahme bleiben (s. auch Seite 10 des Erläuternden Berichts vom 2. März 2018). Darum sollte **Art. 17 Abs. 1 VGS** um das Wort "ausnahmsweise" ergänzt werden, wie es in Art. 29 VGS auch enthalten ist.

- Wir begrüssen, dass **Art. 80 Abs. 1 VGS** eine Frist vorsieht, die abgewartet werden muss, bevor eine von einer Spielerin oder einem Spieler selbst veranlasste Spielsperre (Art. 80 Abs. 5 BGS) von der Spielerin oder dem Spieler wieder aufgehoben werden kann. Allerdings ist die Frist von drei Monaten unseres Erachtens zu kurz, um der Spielerin oder dem Spieler, die bzw. der eine Spielsperre für sich als nötig erachtete, wirksam vor einem Rückfall in die alten Verhaltensmuster zu schützen. Eine (deutlich) längere Frist wäre vor diesem Hintergrund zielführender. Allerdings ist dem Bundesrat zuzustimmen, dass eine zu lange Dauer Spielerinnen und Spieler davon abhalten könnte, sich selbst sperren zu lassen. Daher ersuchen wir darum, die Frist auf sechs Monate zu verlängern und Art. 80 Abs. 1 VGS entsprechend anzupassen.

- Gemäss Art. 89 BGS werden die Benutzerinnen und Benutzer, welche auf gesperrte Online-Angebote zugreifen möchten, auf eine Informationseinrichtung weitergeleitet, auf welcher über die Sperrung des Online-Angebots informiert wird. Diese Informationseinrichtung sollte jedoch nicht (wie der Bundesrat es in der Botschaft zum BGS auf Seite 8478 skizziert hat) als Werbeplattform für die in der Schweiz zugelassenen Online-Angebote verwendet werden, indem eine Liste der bewilligten Angebote aufgeführt würde. Vielmehr sollte zwingend ein Hinweis auf Präventions- und Beratungsangebote enthalten sein. Das **7. Kapitel der VGS** ist entsprechend zu ergänzen.

- **Art. 127 VGS** sieht vor, dass Personen, welche in Anwendung von Art. 22 Abs. 1 lit. a und b und Abs. 4 des Spielbankengesetzes (SBG) im Register über Spielsperren nach Art. 22 Abs. 5 BGS (recte: SBG) eingetragen sind (SBG-Register), in das Register der gesperrten Personen nach Art. 82 BGS (BGS-Register) eingetragen werden. Entsprechend der Stellungnahme der Fachdirektorenkonferenz Lotteriemarkt und Lotteriegesetz vom 12. Juni 2018 ist Art. 127 VGS dahingehend zu ergänzen, dass die Eintragung in das umfassendere (weil auch Online-Grosspiele erfassende) BGS-Register erst nach einer Bereinigung des SBG-Registers und nach vorgängiger Information der darin erfassten Personen erfolgt. Zudem ist unseres Erachtens zu bestimmen, gestützt auf welche Bestimmung (Art. 81 BGS oder Art. 22 Abs. 3 SBG) die Betroffenen eine Löschung aus der Liste beantragen können, sieht Art. 81 Abs. 3 BGS doch ein neues Verfahren vor.

Für Ihre Kenntnisnahme und die Berücksichtigung unserer Stellungnahme danken wir Ihnen.

Freundliche Grüsse

Der Departementsvorsteher

Walter Vogelsanger, Regierungsrat

Kopie z.K. an:

- Erziehungsdepartement
- Finanzdepartement
- Interkantonales Labor
- Sozialamt

VERSENDET AM 05. JUNI 2018

Regierungsrat des Kantons Schwyz

kantonschwyz

6431 Schwyz, Postfach 1260

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement (EJPD)
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

BA Justiz
E 06. Juni 2018
Act

elektronisch an:
cornelia.perler@bj.admin.ch

Schwyz, 29. Mai 2018

Entwürfe Verordnungen zum Geldspielgesetz
Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 2. März 2018 hat das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement (EJPD) den Kantonsregierungen die Vorentwürfe der Verordnungen über die Geldspiele zur Vernehmlassung bis 15. Juni 2018 unterbreitet. Für die Möglichkeit zur Stellungnahme danken wir Ihnen.

Allgemeine Bemerkungen

Die Bekämpfung des exzessiven Geldspiels ist zweifellos wichtig; sie muss aber verhältnismässig sein und unbedingt berücksichtigen, dass die Gesetzgebung ein marktfähiges Geldspielangebot ermöglicht. Die Spielangebote müssen attraktiv bleiben, ohne zu Exzessen oder Abhängigkeiten zu führen. Den Geldspielanbietern soll es möglich sein – trotz der Einhaltung ihrer Pflichten zur Bekämpfung der Gefahren – attraktive und konkurrenzfähige Spiele lancieren zu können, die der jeweiligen technischen und gesellschaftlichen Entwicklung entsprechen. Nur so kann sichergestellt werden, dass sich die Spielenden nicht den illegalen Angeboten zuwenden. Wir erwarten, dass die Verordnungen und der erläuternde Bericht unter diesem Aspekt nochmals überarbeitet werden.

Der erläuternde Bericht äussert sich betreffend Auswirkungen auf die Kantone zu wenig detailliert. Darin werden insbesondere die zur Durchsetzung und Überwachung der Netzsperren notwendigen technischen und vor allem personellen Ressourcen auf Bundes- und Kantonsebene nicht konkret beziffert. Es ist aber davon auszugehen, dass für die Kantone mit erhöhtem Aufwand zu rechnen ist. Diesem Umstand muss bei der Verteilung der Spielbankenerträge zwischen Bund, AHV und Kantonen im Sinne des Äquivalenzprinzips Rechnung getragen werden.

Anträge zum Art. 29 Abs. 1 VGS

Bei dieser Bestimmung geht es um die Zusammenarbeit mit ausländischen Veranstalterinnen von Grossspielen. Im dieser Regelung zugrundeliegendem Art. 25 Abs. 3 BGS ist eine solche, wie nun in der Verordnung vorgesehene Einschränkung der Zusammenarbeit, nicht enthalten. Eine Zusammenarbeit soll möglich sein, wenn die unter den Buchstaben a – f aufgeführten Voraussetzungen erfüllt sind. Das Wort "ausnahmsweise" vermittelt Unsicherheit und führt zu Willkür. Was bedeutet "ausnahmsweise", wenn doch alle Bedingungen erfüllt sind? Das Wort "ausnahmsweise" ist deshalb zu streichen.

Mit freundlichen Grüssen

Im Namen des Regierungsrates:

Othmar Reichmuth, Landammann

Dr. Mathias E. Brun, Staatsschreiber

Regierungsrat Kanton Schwyz

Kopie z.K.:
- Schwyzer Mitglieder der Bundesversammlung.

KANTON solothurn

Regierungsrat

Rathaus / Barfüssergasse 24
4509 Solothurn
www.so.ch

BA Justiz
E 13. Juni 2018
Act

Bundesamt für Justiz BJ
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Bundesrain 20
3003 Bern

12. Juni 2018

Entwurf zu Verordnungen zum Geldspielgesetz; Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme zum Entwurf zu Verordnungen zum Geldspielgesetz und lassen uns gerne wie folgt vernehmen:

Wir begrüssen die Stärkung des Spielerschutzes und der Prävention in der neuen Geldspielgesetzgebung. In Anlehnung an die Vernehmlassung der Fachdirektorenkonferenz Lotteriemarkt und Lotteriegesetz (FDKL) plädieren wir aber dafür, die Attraktivität und Konkurrenzfähigkeit der Spielangebote nicht unverhältnismässig einzuschränken. In die Interessenabwägung ist miteinzubeziehen, dass sich Spielende mit Suchtpotential durch überhöhte Schutzbestimmungen im legalen Geldspielangebot eher den illegalen Angeboten zuwenden könnten. Dies gilt es zu verhindern, zumal die illegalen Geldspielangebote nicht einmal die elementarsten Schutzmassnahmen vor dem exzessiven Geldspiel gewährleisten.

Weiter beantragen wir in Art. 29 Abs. 1 der Geldspielverordnung die Streichung des Wortes «ausnahmsweise». Eine Zusammenarbeit mit ausländischen Veranstalterinnen von Grossspielen ist generell und rechtsgleich zu ermöglichen, sofern die interkantonale Behörde eine hinreichende Aufsicht über das Spiel sicherstellen kann und die übrigen, unter den Buchstaben a – f aufgeführten Voraussetzungen erfüllt sind.

Art. 127 der Geldspielverordnung sollte durch einen neuen Abs. 2 ergänzt werden, welcher eine Bereinigung des Registers und eine vorgängige Information der darin erfassten Personen bis spätestens ein Jahr nach Inkrafttreten des Geldspielgesetzes vorsieht. Zum vorgeschlagenen Vorgehen und zur Begründung verweisen wir auf die entsprechenden Ausführungen der FDKL.

Zu den Verordnungsentwürfen des EJPD über Spielbanken sowie über Geldwäscherei haben wir keine Bemerkungen anzubringen.

39220 6/11 10 000

Wir danken Ihnen noch einmal für die Gelegenheit zur Stellungnahme und die Berücksichtigung unserer Anregungen bei der Weiterbehandlung des Geschäfts.

IM NAMEN DES REGIERUNGSRATES

Roland Heim
Landammann

Andreas Eng
Staatsschreiber

Regierung des Kantons St.Gallen

Regierung des Kantons St.Gallen, Regierungsgebäude, 9001 St.Gallen

Eidgenössisches Justiz-
und Polizeidepartement
Bundeshaus West
3003 Bern

Regierung des Kantons St.Gallen
Regierungsgebäude
9001 St.Gallen
T +41 58 229 32 60
F +41 58 229 38 96

St.Gallen, 6. Juni 2018

Verordnungen zum Geldspielgesetz; Vernehmlassungsantwort

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Mit Schreiben vom 2. März 2018 haben Sie die Kantonsregierung eingeladen, zu den Entwürfen für drei Verordnungen zum Geldspielgesetz Stellung zu nehmen. Wir danken für diese Gelegenheit und äussern uns wie folgt:

Wir verzichten darauf, uns zur Spielbankenverordnung und zur Geldwäschereiverordnung zu äussern, da sich diese beiden Verordnungen hauptsächlich an die Betreiber von Grossspielen richten und der Kanton nicht direkt betroffen ist.

Hinsichtlich der Verordnung über Geldspiele (Geldspielverordnung, VGS) verweisen wir auf die Stellungnahme der Fachdirektorenkonferenz Lotteriemarkt und Lotteriegesetz, der wir uns vollumfänglich anschliessen.

Im Weiteren verweisen wir auf unsere detaillierten Bemerkungen im Anhang zu einzelnen Bestimmungen der Geldspielverordnung. Wir danken für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Im Namen der Regierung

Stefan Kölliker
Präsident

Canisius Braun
Staatssekretär

KANTON ST.GALLEN · REGIERUNG ·

Beilage:
Anhang

Zustellung auch per E-Mail (pdf- und Word-Version) an:
cornelia.perler@bj.admin.ch

Anhang zur Vernehmlassungsantwort «Verordnungen zum Geldspielgesetz»

Die Regierung des Kantons St.Gallen weist im Zusammenhang mit der geplanten Verordnung über Geldspiele (Geldspielverordnung, VGS) im Einzelnen auf folgende Punkte hin:

zu Art. 1 Bst. b und c
Der Begriff der Geldspiele im privaten Kreis ist deutlich enger gefasst als in den Erläuterungen zu Art. 1 Abs. 2 Bst. a des Bundesgesetzes über Geldspiele (BGS), was dazu führt, dass die Geltung des BGS auf Spielformen ausgedehnt wird, bei denen kein staatlicher Regelungsbedarf besteht. Gemäss den Erläuterungen setzt ein «privater Kreis» unter anderem voraus, dass der Teilnehmerkreis eng beschränkt ist. Diese Anforderung könne gelockert werden, wenn zwischen den Teilnehmerinnen und Teilnehmern «unabhängig vom Spiel eine offensichtliche und in räumlicher und zeitlicher Hinsicht enge Beziehung» bestehe. Dies sei etwa bei Familien oder Bürogemeinschaften gegeben (vgl. Botschaft zum Geldspielgesetz, BBl 2015, 8433). Das Erfordernis einer engen Bindung wurde also als Voraussetzung dafür definiert, dass auch ein grösserer Teilnehmerkreis ausnahmsweise als «privater Kreis» gelten kann.

Nach Art. 1 Bst. b VGS wird nun aber zum Vornherein nur eine kleine Anzahl Teilnehmerinnen und Teilnehmer zugelassen und es wird zudem auch für diese eine vorbestehende Bindung verlangt. Damit dürften die in der Botschaft erwähnten «Tippspiele im Zusammenhang mit Fussballendrundenturnieren in Bürogemeinschaften», die gemäss den Ausführungen in der Botschaft nicht in den Geltungsbereich des BGS fallen sollen, nun doch dem BGS unterstehen. Solche Bürogemeinschaften umfassen meist einen Personenkreis, der nicht mehr als kleine Anzahl bezeichnet werden kann.

Im Weiteren ist zu bemängeln, dass das Erfordernis von Art. 1 Bst. c VGS, wonach nur tiefe Einsätze und Gewinnmöglichkeiten zulässig sind, sich nicht aus dem gesetzlichen Begriff des «privaten Kreises» herleiten lässt. Ein Pokerspiel zwischen Familienmitgliedern ist auch dann ein Geldspiel im privaten Kreis, wenn um hohe Einsätze gespielt wird. Die Ausdehnung des Geltungsbereichs des BGS auf solche Spiele unter Familienmitgliedern ist unseres Erachtens unnötig und lässt sich weder auf den Wortlaut von Art. 1 Abs. 2 Bst. a BGS abstützen noch wird er vom Zweck nach Art. 2 BGS erfasst.

Zusammenfassend ergibt sich, dass Art. 1 Bst. c VGS zu streichen ist. Bei Art. 1 Bst. b VGS ist die Unterscheidung zwischen Geldspielen im kleinen Kreis und der ausnahmsweisen Zulassung eines erweiterten Personenkreises – wie sie den Ausführungen in der Botschaft zu Art. 1 Abs. 2 Bst. a BGS zugrunde liegt – wieder aufzunehmen. Für den erweiterten Personenkreis ist wie in Art. 1 Bst. b VGS vorgesehen eine unabhängig vom Spiel bestehende Bindung zwischen den Teilnehmerinnen und Teilnehmern zu verlangen. Die Art der hierfür relevanten Bindungen ist in Art. 1 Bst. b VGS aber abschliessend zu umschreiben, wobei freundschaftliche Bindungen auszuschliessen sind bzw. für sich allein nicht genügen können. Zudem sollten die ausnahmsweise Zulassung von Geldspielen in einem erweiterten Personenkreis auf die in der Botschaft zu Art. 1 Abs. 2 Bst. a BGS erwähnten Tippspiele anlässlich von besonderen Sportereignissen eingeschränkt oder solche Tippspiele ganz ausgeschlossen werden. Jedenfalls muss ausgeschlossen sein, dass Bürogemeinschaften interne Sportwetten durchführen können, bei denen wöchentlich auf irgendwelche Sportereignisse gewettet werden kann.

Wir schlagen daher vor, Art. 1 VGS wie folgt zu formulieren:

Art. 1 *Geldspiele im privaten Kreis*

Als Geldspiele im privaten Kreis gelten Geldspiele, die:

a) weder gewerbsmässig noch gestützt auf eine öffentliche Bekanntmachung durchgeführt werden;

b) eine kleine Anzahl Teilnehmerinnen und Teilnehmer aufweisen. Besteht zwischen den Teilnehmerinnen und Teilnehmer unabhängig vom Spiel eine familiäre oder berufliche Bindung, sind Tippspiele auf Sportereignisse von internationaler Bedeutung in einem erweiterten Personenkreis zulässig.

zu Art. 35

Die Höchstbeträge für den einzelnen Einsatz und für die Summe aller Einsätze sind an die Höchstbeträge anzupassen, die für lokale Sportwetten gelten, also auf Fr. 200.– für den einzelnen Einsatz und Fr. 200'000.– für die Summe aller Einsätze (Verlosungssumme) zu erhöhen. Zwar lagen die meisten Kleinlotterien, die in der Vergangenheit im Kanton St.Gallen durchgeführt wurden, unter der in Art. 35 Abs. 1 Bst. b VSG vorgesehenen Verlosungssumme von Fr. 100'000.– oder aber sie wären als «Kleinlotterie zur Finanzierung eines Anlasses von überregionaler Bedeutung» unter die Ausnahmeklauseln von Art. 34 Abs. 4 BGS und Art. 35 Abs. 2 VGS gefallen – d.h. bis zu einer Verlosungssumme von Fr. 400'000.– zulässig gewesen. Ein Problem stellt sich jedoch bei Fundraising-Anlässen.

Bei einem Fundraising-Anlass dient die Kleinlotterie nicht der Finanzierung des Anlasses selber, weshalb die Ausnahmeklausel von Art. 34 Abs. 4 BGS nicht anwendbar ist. Als Beispiel kann etwa die «Nacht des Ostschweizer Fussballs» genannt werden. An diesem Anlass wird jeweils eine Tombola durchgeführt, deren Gewinn dem Future Champs Ostschweiz – dem Nachwuchsförderungskonzept der Ostschweizer Fussballverbände – zufliesst. Der Anlass selber – d.h. das Galadinner und der Unterhaltungsabend – wird hingegen durch die Eintrittsgelder finanziert.

Nach Art. 41 Abs. 2 BGS i.V.m. Art. 38 VGS ist eine Tombola mit einer Verlosungssumme von über Fr. 25'000.– als Kleinlotterie zu behandeln. Eine Tombola, wie sie an der «Nacht des Ostschweizer Fussballs» durchgeführt wurde, wird also zukünftig der Bestimmung von Art. 35 VGS unterstehen. Sie könnte zukünftig nicht mehr im bisherigen Umfang bewilligt werden, da die Verlosungssumme bisher deutlich über Fr. 100'000.– lag und ein Los Fr. 100.– kostete. Wir beantragen daher, in Art. 35 Abs. 1 VGS den Höchstbetrag für einen einzelnen Einsatz auf Fr. 200.– und für die Summe aller Einsätze auf Fr. 200'000.– zu erhöhen.

zu Art. 37

Abs. 5 ist redaktionell zu überarbeiten. Unseres Erachtens kann eine minimale Turnierdauer von drei Stunden und/oder eine durchschnittliche Turnierdauer von mindestens drei Stunden vorgeschrieben werden. Unter einer «minimalen Dauer von durchschnittlich drei Stunden» können wir uns hingegen nichts vorstellen.

Inhaltlich ist zu Abs. 5 anzumerken, dass eine durchschnittliche Turnierdauer zum Vornherein nur bei Veranstalterinnen und Veranstaltern zum Tragen kommt, die mehr als ein Turnier durchführen. Allerdings ist unklar, nach welcher Zeitdauer bzw. nach welchen Veranstaltungen sich der Durchschnitt berechnet (Anzahl Turniere je Tag und Ort gemäss

Abs. 3 oder Anzahl Turniere je Veranstalter und Jahr). Wir schlagen vor, auf eine durchschnittliche Turnierdauer zu verzichten und nur eine minimale Turnierdauer vorzuschreiben, die für jedes einzelne Turnier gilt.

Abs. 6 regelt zwei völlig unterschiedliche Themen und ist daher redaktionell auf zwei Absätze aufzuteilen.

Die Regelung, wonach eine Veranstalterin oder ein Veranstalter erst ab einer Anzahl von 24 Pokerturnieren je Jahr und Ort ein Sozialkonzept einzureichen hat, ist nicht ausreichend. Die Notwendigkeit eines Sozialkonzepts ergibt sich aus der Grösse der Turniere und der Anzahl Turniere, die eine Veranstalterin oder ein Veranstalter durchführt. Ob die Pokerturniere am gleichen Ort durchgeführt werden, ist hinsichtlich des Schutzes vor exzessivem Geldspiel irrelevant. Zudem ist anzunehmen, dass zahlreiche Veranstalterinnen und Veranstalter knapp unter der Grenze von 24 Pokerturnieren je Jahr bleiben werden, damit sie nicht den verschärften Anforderungen nach Art. 38 Abs. 2 Satz 1 BGS an die Rechnungslegung und Revision unterstehen. Die Schwelle für das Einreichen eines Sozialkonzepts ist daher tiefer als die Grenze nach Art. 38 Abs. 2 Satz 1 BGS anzusetzen.

zu Art. 71
Die Bestimmung ist redaktionell an die Terminologie der eidgenössischen Strafprozessordnung (SR 312.0; abgekürzt StPO) anzupassen («beschuldigte» statt «angeschuldigte» Person; «Einvernahmeprotokoll» statt «Verhörprotokoll»).

Inhaltlich ist zu klären, ob die Informationen nach Abs. 1 Bst. a und b bereits von der Polizei an die interkantonale Behörde gemäss Art. 105 ff. BGS weiterzuleiten sind oder ob erst die Staatsanwaltschaft der Mitteilungspflicht untersteht.

zu Art. 72 bis 75
Zusätzlich zu den in Art. 72–75 geregelten Massnahmen sind Remindermailings an gesperrte Spielerinnen und Spieler zu regeln bzw. zu verbieten.

Art. 74 ist um einen Abs. 2 zu ergänzen, wonach die Spielwährung von Demoversionen der gängigen Währung des kostenpflichtigen Spiels zu entsprechen hat, damit bei den Spielerinnen und Spielern keine falschen Vorstellungen über die Gewinnsummen entstehen.

zu Art. 79
Es ist die Zusammenarbeit mit einer kantonal oder vom Bund *anerkannten* Suchtfachstelle zu verlangen, da nur so die benötigte fachliche Qualifikation sichergestellt ist.

Der Regierungsrat des Kantons Thurgau

Staatskanzlei, Regierungsgebäude, 8510 Frauenfeld

Eidgenössisches
Justiz- und Polizeidepartement (EJPD)
Frau Simonetta Sommaruga
Bundesrätin
3003 Bern

Frauenfeld, 5. Juni 2018
443

Verordnungen zum Geldspielgesetz

Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit, zu den Vorentwürfen der Verordnungen zum Geldspielgesetz Stellung nehmen zu können. Aus unserer Sicht sind folgende Bemerkungen anzubringen:

I. Allgemeine Bemerkungen

Es ist zu begrüssen, dass der Bundesrat mit der laufenden Vernehmlassung bereits vor der Volksabstimmung vom 10. Juni 2018 zum Bundesgesetz über Geldspiele (Geldspielgesetz, BGS) Klarheit über die geplanten Ausführungsbestimmungen schafft.

Häufig ist eine Spielsucht Ursache für weitreichende finanzielle und soziale Probleme. Gemäss internationalen Studien stammen zudem etwa 30 bis 50 Prozent der Bruttospielerträge von Spielerinnen und Spielern, die abhängig sind oder ein problematisches Spielverhalten aufweisen. Wir unterstützen es deshalb, dass dem Schutz der Spielerinnen und Spieler Rechnung getragen wird. Die Bekämpfung des exzessiven Geldspiels hat aber verhältnismässig zu sein und die Gesetzgebung muss ein marktfähiges und attraktives Geldspielangebot ermöglichen. Nur so kann verhindert werden, dass sich die Spielerinnen und Spieler den illegalen Angeboten zuwenden.

Die Neuerungen, die das Geldspielgesetz mit sich bringt, werden für den Kanton Thurgau zu Mehraufwand führen, auch in Bezug auf personelle Ressourcen. Für die Gemeinden bedeuten die Änderungen hingegen eine Entlastung. Durch die mehrstufige Rechtsetzung und als Folge der involvierten Ämter, Stellen und Gremien auf eidgenössischer, interkantonaler und kantonaler Ebene werden sehr viele Schnittstellen geschaf-

fen, weshalb es sich im Vollzug als schwierig herausstellen dürfte, die Übersicht zu bewahren. An dieser Herausforderung ändern auch die vorliegenden Verordnungen nichts.

Zudem erachten wir das Ziel, das Geldspielgesetz zusammen mit den Geldspielverordnungen am 1. Januar 2019 in Kraft zu setzen, weiterhin als herausfordernd, zumal dann auch die kantonalen Rechtsgrundlagen bis am 1. Januar 2021 angepasst sein müssen.

II. Bemerkungen zu den einzelnen Vorentwürfen

1. Verordnung über Geldspiele (Geldspielverordnung, VGS)

Art. 1 VGS

Art. 1 BGS hält fest, dass es nicht für Geldspiele im privaten Kreis gilt. Die VGS bestimmt nun aber, dass nur Geldspiele mit tiefen Einsätzen und Gewinnmöglichkeiten als Geldspiele im privaten Kreis gelten. Wie hoch der Einsatz und der Gewinn konkret sein dürfen, wird für den privaten Kreis nicht definiert, weshalb sich bei Kontrollen unweigerlich Vollzugsprobleme ergeben werden. Hinzu kommt erschwerend, dass das BGS dem Bundesrat keine Kompetenz zur Regelung von Geldspielen im privaten Kreis und insbesondere zu den Höchsteinsätzen delegiert. Auf das in der Verordnung neu eingefügte Element der tiefen Einsätze und Gewinnmöglichkeiten ist somit aus Gründen der Rechtssicherheit zu verzichten.

Art. 5 VGS

Es ist nicht ersichtlich, weshalb die Erteilung einer Konzession in einer Standortregion von den Auswirkungen auf die Kosten im Gesundheitswesen abhängig sein soll. Diese Regelung wird es kleineren Regionen erschweren, Sitz einer Spielbank zu werden, da dort die Mehrkosten aus dem exzessiven Geldspiel stärker ins Gewicht fallen als in Kantonen mit einer grossen Bevölkerungszahl. Auf das Element der Gesundheitskosten ist deshalb zu verzichten.

Art. 10 und Art. 24 VGS

Die Verordnung verlangt betreffend einwandfreie Geschäftstätigkeit, dass die Grundsätze der guten Corporate Governance beachtet werden. In der Gesetzgebung wird dieser Begriff nur im Finanzmarktaufsichtsgesetz und in einzelnen Freihandelsabkommen erwähnt. Es ist deshalb klarzustellen, was mit diesem Begriff im Bereich der Geldspiele gemeint ist. So wäre genauer zu umschreiben, ob eine gute Corporate Governance eine volle Transparenz betreffend Vergütungen an die Mitglieder des Verwaltungsrats und der Geschäftsleitung verlangt und ob diese Angaben im Sinne von Art. 663bis OR

ebenso wie bei börsenkotierten Gesellschaften im Anhang zur Bilanz zu veröffentlichen sind. Der in der VGS neu eingeführte Begriff der guten Corporate Governance ist deshalb entweder genauer zu umschreiben oder ganz wegzulassen.

Art. 29 VGS

Im Art. 25 Abs. 3 BGS ist eine Einschränkung der Zusammenarbeit, wie sie nun in Art. 29 VGS mit dem Wort „ausnahmsweise“ vorgesehen ist, nicht enthalten. Eine Zusammenarbeit soll generell möglich sein, wenn die unter den Buchstaben a – f aufgeführten Voraussetzungen erfüllt sind.

Art. 38 VGS

Tombolas, Lottomatches im Rahmen von Vereinsanlässen usw. waren entsprechend dem geltenden Bundesgesetz betreffend die Lotterien und die gewerbsmässigen Wetten in unserem Kanton nie reglementiert und deshalb auch nicht bewilligungspflichtig. Namentlich dürften in unserem Kanton auch Tombolas mit Summen der gesamten Einsätze zwischen Fr. 25‘000.-- und Fr. 50‘000.-- durchgeführt worden sein. Dass nun mit Art. 38 VGS die Summe aller Einsätze auf Fr. 25‘000.-- limitiert wird, bedeutet eine strenge neue Regulierung. Für die Durchsetzung dieser Regeln wird der Kanton Thurgau folglich einen erheblichen Mehraufwand zu gewärtigen haben. Wir würden es deshalb begrüssen, wenn die Summe aller Einsätze verdoppelt wird.

Art. 44 VGS

Die Datenbearbeitung der persönlichen, beruflichen oder finanziellen Situation der Spielerinnen und Spieler ist zu offen geregelt und erlaubt sehr weitgehende Datenbearbeitungen. Art. 51 BGS stellt keine gesetzliche Grundlage zur Erstellung von Persönlichkeits- oder Finanzprofilen aller Spielerinnen und Spieler dar. Die Regelung von Art. 44 Abs. 1 lit. c VGS ist entsprechend einzuschränken.

Art. 77 VGS

In den Sozialkonzepten muss definiert werden, was genau mit gefährdeten Spielerinnen und Spielern gemeint ist und wie Kriterien für eine Früherkennung von problematischem Spielverhalten spezifiziert werden (Art. 76 BGS). Da es diesbezüglich keine allgemeingültigen Definitionen bzw. Kriterien gibt, wäre es wünschenswert, wenn die Grundlagen dafür von der Eidgenössischen Spielbankenkommission (ESBK) oder der interkantonalen Behörde unter Beizug von externen Fachpersonen erarbeitet würden.

Weiter wäre generell die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Spielbanken und Veranstalterinnen von Grossspielen in Bezug auf das Sozialkonzept anzuregen, um einheitliche Rahmenbedingungen zu schaffen.

Art. 78 VGS

Die Spielbank gibt im Sozialkonzept den Standort allfälliger Geldbezugsautomaten an und führt aus, wie sie bei auffälligem Geldbezugsverhalten ihrer Gäste vorgehen will. Wir empfehlen zudem das Festlegen von einheitlichen Kriterien, wie ein auffälliges Geldbezugsverhalten definiert und wie bei auffälligem Verhalten vorgegangen wird.

Art. 79 VGS

In Bezug auf die Zusammenarbeit der Spielbanken und der Veranstalterinnen von Lotterien und Sportwetten bei der Umsetzung des Sozialkonzepts mit einer Suchtfachstelle ist darauf zu achten, dass mit lokalen Anbietern (Suchtfachstellen) und mit der für das Thema Geldspiele zuständigen Stelle des Kantons zusammengearbeitet wird.

Art. 82 VGS

Die Überprüfung der Wirksamkeit der Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel ist aus Sicht der Prävention und Früherkennung zentral. Um eine fachlich seriöse Beurteilung auszuführen, sind Fachpersonen unbedingt beizuziehen. Folglich ist die „kann"-Formulierung durch die Formulierung „*Zu diesem Zweck zieht sie externe Fachpersonen bei.*" zu ersetzen. Für die Überprüfung der Wirksamkeit der Massnahmen könnte zudem ein fachlicher Beirat geschaffen werden.

Art. 84 VGS

Die Informationen über das exzessive Geldspiel ermöglichen Spielerinnen und Spielern, sich über die Gefahren und ihr eigenes Spielverhalten zu informieren. Unter Art. 84 lit. e VGS wird ausgeführt, dass Hilfsmassnahmen wie die Adresse von Spielsuchtberatungsstellen angegeben werden sollen. Dabei soll insbesondere die Adresse der zuständigen kantonalen Suchtberatungsstellen angegeben werden, um den Zugang zu diesen zu vereinfachen.

Art. 87 VGS

Art. 87 VGS regelt zusätzliche Schutzmassnahmen für Spielerinnen und Spieler zur verbesserten Kontrolle ihres Spielkonsums. Aufgrund vorhersehbarer Interessenkonflik-

te hat die Beurteilung, ob zusätzliche Schutzmassnahmen notwendig sind, generell, verbindlich und unter Einbezug einer unabhängigen Fachstelle zu erfolgen.

Art. 98 VGS

Bei den Vereinbarungen der ESBK mit den Kantonen über den Beizug kantonaler Sachverständiger kann es sich namentlich um kantonal anerkannte Fachstellen im Präventions- und Suchtbereich handeln. Auch Art. 98 VGS lässt dabei die Möglichkeit offen, einen fachlichen Beirat einzusetzen (vgl. Anregung zu Art. 82 VGS).

Art. 127 VGS

Die vorgeschlagene Lösung ist in rechtlicher Hinsicht problematisch: Die Ausdehnung der grösstenteils freiwillig erfolgten Spielersperren für die landbasierten Spielbanken auf alle Online-Geldspielangebote (inklusive zum Beispiel die Online-Teilnahmen am Schweizer Zahlenlotto und Euro Millions) stellt einen Eingriff in die persönliche Freiheit der gesperrten Personen und einen Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit der Veranstalterinnen dar. Für derartige Eingriffe in verfassungsrechtlich geschützte Grundrechte ist eine klare gesetzliche Grundlage in einem formellen Gesetz unabdingbar. Eine entsprechende Übergangsbestimmung fehlt aber im BGS und darf nicht in der Verordnung nachgeschoben werden.

Das Register mit den über 50'000 zwischen 2002 und 2018 gesperrten Personen sollte zudem bereinigt werden, bevor die darin verbleibenden Personendaten in das neue Register übertragen werden. Personen, die nicht mehr ausfindig gemacht werden können, sind nicht zuletzt auch aus Gründen des Datenschutzes aus dem Register zu entfernen. Es muss zudem möglich sein, die gesperrten Personen darüber zu informieren, dass sie neu auch für die Online-Teilnahme an Lotterien gesperrt sind. Ein erheblicher Teil der kontaktierten Personen dürfte eine Streichung von der Liste der gesperrten Personen anstreben.

Entsprechend regen wir die Aufnahme eines neuen Abs. 2 an:

> *Die Eintragung erfolgt nach einer Bereinigung des Registers nach Artikel 22 Absatz 5 SBG und nach vorgängiger Information der darin erfassten Personen bis spätestens ein Jahr nach Inkrafttreten des BGS.*

2. Verordnung des EJPD über die Sorgfaltspflichten der Veranstalterinnen von Grossspielen zur Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung (Geldwäschereiverordnung EJPD, GwV-EJPD)

Keine Bemerkungen.

3. Verordnung des EJPD über Spielbanken (Spielbankenverordnung, SPBV)

Keine Bemerkungen.

Mit freundlichen Grüssen

Die Präsidentin des Regierungsrates

Der Staatsschreiber

Landammann und Regierungsrat des Kantons Uri

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

Entwurf zu Verordnungen zum Geldspielgesetz; Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 2. März 2018 laden Sie den Regierungsrat des Kantons Uri ein, zu den Verordnungen zum Geldspielgesetz (BGS) Stellung zu nehmen. Gerne äussern wir uns wie folgt:

I. Allgemeine Bemerkung

Wir haben festgesellt, dass in der Geldspielverordnung dem Spielerschutz grundsätzlich Rechnung getragen wird. Neben den gesundheitlichen Auswirkungen ist eine Spielsucht oftmals Ursache für weitgreifende soziale Probleme. Insbesondere die Schuldenfrage ist für Spielende bedeutend. Bei rund 17 Prozent der exzessiv Spielenden wird ein Privatkonkurs eröffnet. Für viele führt das pathologische Spielen zu Konflikten mit dem Umfeld (Trennung von der Partnerin oder vom Partner, Ehescheidung, Konflikte am Arbeitsplatz) und zur sozialen Isolation. Gemäss internationalen Studien stammen rund 30 bis 50 Prozent der Bruttospielerträge von Spielenden, die abhängig sind oder ein problematisches Spielverhalten aufweisen.

Die Bekämpfung des exzessiven Geldspiels ist zweifellos wichtig; sie muss aber verhältnismässig sein aber auch berücksichtigen, dass die Gesetzgebung ein marktfähiges Geldspielangebot ermöglicht. Die

Spielangebote müssen attraktiv bleiben, ohne zu Exzessen oder Abhängigkeiten zu führen. Den Geldspielanbietern soll es möglich sein, trotz der Einhaltung ihrer Pflichten zur Bekämpfung der Gefahren attraktive und konkurrenzfähige Spiele lancieren zu können, die der jeweiligen technischen und gesellschaftlichen Entwicklung entsprechen. Nur so kann verhindert werden, dass sich die Spielenden den illegalen Angeboten zuwenden.

II. Anträge zu einzelnen Artikeln

Artikel 29 Absatz 1 - Zusammenarbeit mit ausländischen Veranstalterinnen von Grossspielen

Antrag: Das Wort «ausnahmsweise» ist zu streichen.

Begründung: In Artikel 25 Absatz 3 BGS ist eine solche, wie nun in der Verordnung vorgesehene Einschränkung der Zusammenarbeit, nicht enthalten. Eine Zusammenarbeit soll möglich sein, wenn die unter den Buchstaben a bis f aufgeführten Voraussetzungen erfüllt sind. Das Wort «ausnahmsweise» vermittelt Unsicherheit und führt zu Willkür. Was bedeutet «ausnahmsweise», wenn doch alle Bedingungen erfüllt sind.

Artikel 67 Absatz 3 - Automatisiert durchgeführte Grossspiele

Antrag: Der Begriff Nähe zu sensiblen Orten sollte klarer definiert werden.

Begründung: Durch die Konkretisierung dieses unbestimmten Rechtsbegriffs kann ein einheitlicher Vollzug sichergestellt werden.

Artikel 80 - Aufhebung der freiwilligen Spielsperre

Antrag: Der Beizug einer anerkannten Fachperson im Rahmen des Aufhebungsverfahrens ist in die Verordnung zu integrieren. Darüber hinaus sollte bei der Aufhebung einer freiwilligen Spielsperre unter anderem die finanzielle Situation der betroffenen Person geprüft werden.

Begründung: Die grosse Anzahl Personen mit einem risikoreichen Spielverhalten (80 Prozent) lässt sich selber sperren. Eine Mindestdauer von drei Monaten für die Aufhebung der Spielsperre wie in der Verordnung vorgeschlagen wird sehr begrüsst. Die Zuständigkeit für ein vereinfachtes Aufhebungsverfahren von freiwilligen Spielsperren liegt bei den Spielbanken und Veranstalterinnen von Grossspielen. Im erläuternden Bericht wird ergänzt, dass diese sich verpflichten, beim Aufhebungsverfahren eine kantonal anerkannte Fachperson oder Fachstelle miteinzubeziehen. Um die Verbindlichkeit zu unterstreichen, sollte der Beizug der Fachperson in die Verordnung integriert werden.

Artikel 82 Absatz 1 - Bericht zum Sozialschutz

Antrag: Für die Kontrolle der erstellten Berichte soll zwingend eine externe Fachperson beigezogen werden.

Begründung: Die Überprüfung der Wirksamkeit der Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und

Spieler vor exzessivem Geldspiel, ist ein wesentlicher Teil der Früherkennung und Prävention. Die Überprüfung fällt in den Aufgabenbereich der zuständigen Aufsichtsbehörde. Um eine fachlich seriöse Beurteilung auszuführen ist der Beizug von unabhängigen Fachpersonen unabdingbar.

Artikel 84 litera e - Information über das exzessive Geldspiel

Antrag: Als Hilfsmassnahmen soll die Adresse der jeweils zuständigen kantonalen Suchtberatungsstellen angegeben werden.

Begründung: Durch den direkten Kontakt zu den kantonalen Stellen, kann der Zugang vereinfacht werden.

Artikel 87 - Zusätzliche Schutzmassnahmen

Antrag: Die Beurteilung der Notwendigkeit von zusätzlichen Schutzmassnahmen sind unter Einbezug einer unabhängigen Fachstelle zu beurteilen.

Begründung: Es besteht ein Interessenkonflikt, wenn Spielbanken oder die Veranstalter von Grossspielen beurteilen können, ob für Spielerinnen und Spieler zusätzliche Massnahmen notwendig sind. Dieser Konflikt kann durch den Beizug einer unabhängigen Fachstelle gelöst werden.

Artikel 127 - Übergangsbestimmung zum Register der gesperrten Personen

Antrag: Aufnahme eines neuen Absatz 2: «Die Eintragung erfolgt nach einer Bereinigung des Registers nach Artikel 22 Absatz 5 SBG und nach vorgängiger Information der darin erfassten Personen bis spätestens ein Jahr nach Inkrafttreten des BGS.»

Begründung: Die vom Bundesrat vorgeschlagene Lösung ist in rechtlicher Hinsicht problematisch: Die Ausdehnung der grösstenteils freiwillig erfolgten Spielersperren für die landbasierten Spielbanken auf alle Online-Geldspielangebote (inklusive die Online-Teilnahmen am Schweizer Zahlenlotto und Euro Millions z. B.) stellt einen Eingriff in die persönliche Freiheit der gesperrten Personen (sowie einen Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit der Veranstalter) dar. Für derartige Eingriffe in verfassungsrechtlich geschützte Grundrechte ist eine klare gesetzliche Grundlage in einem formellen Gesetz unabdingbar. Eine entsprechende Übergangsbestimmung fehlt aber im Geldspielgesetz und wird nunmehr in der Verordnung quasi nachgeschoben.

In inhaltlicher Hinsicht erscheint der Vorschlag des Bundesrats zudem zu absolut. Er sollte gemäss dem obenstehenden Antrag ergänzt werden. Das Register mit den über 50'000 zwischen 2002 und 2018 gesperrten Personen sollte bereinigt werden, bevor es bzw. die darin verbleibenden Personendaten in das neue Register übertragen werden. Personen, die nicht mehr ausfindig gemacht werden können, sind nicht zuletzt auch aus Gründen des Datenschutzes aus dem Register zu entfernen. Es muss zudem möglich sein, die gesperrten Personen darüber zu informieren, dass sie neu auch für die Online-Teilnahme an Lotterien gesperrt sind.

Bei dieser Lösung könnte man mit dem neuen Register per Inkrafttreten der Gesetzgebung starten.

Im Übergangsjahr 2019 verwenden die Spielbanken beide Register (kann auf derselben Applikation erfolgen). Für die Bereinigung der Daten im alten Register kommt die gleiche Übergangsfrist zur Anwendung, die in Artikel 140 Absatz 3 des Geldspielgesetzes vorgesehen ist - die bereinigte alte Liste wird mit anderen Worten spätestens per 1. Januar 2020 mit der per 1. Januar 2019 begonnenen Liste zusammengeführt.

Aus der vorgeschlagenen Ergänzung resultieren Vorteile für den Schutz vor exzessivem Geldspiel. Ein erheblicher Teil der kontaktierten Personen dürfte eine Streichung von der Liste der gesperrten Personen anstreben. Die daraus resultierenden Kontakte stellen eine Chance dar, Personen, die immer noch Probleme haben, geeignete Hilfestellungen anzubieten.

Sehr geehrte Frau Bundesrätin, sehr geehrte Damen und Herren, wir bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

Altdorf, 12. Juni 2018

REGIERUNGSRAT DES KANTONS URI

Im Namen des Regierungsrats

Der Landammann Roger Nager

Der Kanzleidirektor Roman Balli

Kanton Zug

Sicherheitsdirektion

Sicherheitsdirektion, Postfach, 6301 Zug

Nur per E-Mail
Bundesamt für Justiz
Bundesrain 20
3003 Bern

T direkt 041 728 50 27
albert.rueetschi@zg.ch
Zug, 12. Juni 2018 RULB
SD SDS 7.11 / 202

Entwurf zu Verordnungen zum Geldspielgesetz;
Vernehmlassung des Kantons Zug

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 2. März 2018 haben Sie die Kantonsregierungen eingeladen, zu den drei nachstehend angeführten Verordnungen zum Geldspielgesetz bis zum 15. Juni 2018 Stellung zu nehmen:

- Verordnung des Bundesrates über die Geldspiele (VGS)
- Verordnung des EJPD über die Pflichten der Veranstalterinnen von Grossspielen bei der Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung
- Verordnung des EJPD über die Spielbanken

Gestützt auf ein internes Mitberichtsverfahrens nehmen wir diese Gelegenheit gerne wahr. Wir begrüssen Inhalt und Stossrichtung der drei Verordnungen und beurteilen insbesondere auch den damit beabsichtigten Schutz von Spielerinnen und Spielern vor exzessivem Geldspiel als angemessen. Wir befürworten insbesondere die Konkretisierung zu den geforderten Sozialkonzepten der Spielbanken (Art. 77 und Art. 78 VGS) und die Vorgabe, dass die Veranstalterinnen und Veranstalter von Lotterien und Sportwetten bei der Umsetzungen des Sozialkonzeptes mit einer Suchtfachstelle zusammenarbeiten sollen (Art. 79 VGS).

Weil das neue Geldspielgesetz die Aufhebung des Verbots von online durchgeführten Spielbankenspielen mit sich bringt, ist es richtig, dass die VGS Bestimmungen enthält, die den Schutz der Spielerinnen und Spieler auch im Bereich der Online-Spielbankenspiele näher definiert. Auch diese in den Art. 83-87 VGS statuierten Bestimmungen betreffend die Sozialschutzmassnahmen, die Veranstalterinnen und Veranstaltern von Online-Spielen obliegen, erachten wir sowohl als zweckmässig als auch als ausreichend.

Zusammenfassend unterstützen wir grundsätzlich den Inhalt aller drei Verordnungen. Hinsichtlich der Geldspielverordnung VGS stellen wir nachstehenden Antrag.

Antrag:

«Art. 127 VGS sei redaktionell zu überarbeiten, inhaltlich aber unverändert zu belassen».

Begründung:

Art. 127 VGS ist zur Eliminierung des entsprechenden – offensichtlichen – Schreibfehlers formell wie folgt zu ändern:

> Personen, die in Anwendung von Artikel 22 Absatz 1 Buchstaben a und b und Absatz 4 des Spielbankengesetzes vom 18. Dezember 1998 im Register der Spielbanken über die Spielsperren nach Artikel 22 Absatz 5 ~~BGS~~ *des Spielbankengesetzes vom 18. Dezember 1998* eingetragen sind, werden ins Register der gesperrten Personen nach Artikel 82 BGS eingetragen.

Inhaltlich ist die Bestimmung aber unverändert zu belassen. Sie ist insbesondere nicht im Sinne der Vernehmlassung der Fachdirektorenkonferenz Lotteriemarkt und Lotteriegesetz (FDKL) vom 12. Juni 2018 anzupassen. Dies aus nachstehenden Gründen: Im Abstimmungskampf um das Geldspielgesetz war das mit Abstand zentralste Argument des Bundesrates und der Befürworterinnen und Befürworter die Stärkung des Schutzes vor Spielsucht. Mit dem Vorschlag der FDKL gemäss ihrer Vernehmlassung vom 12. Juni 2018 würde aber genau das Gegenteil davon erreicht, indem jene der 50 000 seit 2002 (freiwillig oder unfreiwillig) registrierten Personen, welche durch die Behörden in einem (aufwändigen) Verfahren nicht mehr ausfindig gemacht werden könnten, aus dem Register zu entfernen wären. Diesen Personen gegenüber würde in der Folge nicht nur kein Spielerschutz für Onlineangebote mehr gewährt, sondern auch kein Spielerschutz in physischen Casinos. Dieser Schutz würde demnach aus dem sachfremden Grund, dass diese Personen durch die Behörden nicht kontaktiert werden können, aufgehoben. Ein derartiges Vorgehen würde den entsprechenden im Abstimmungskampf gemachten Aussagen diametral entgegenlaufen. Mit Art. 80 BGS liegt zudem – entgegen den Ausführungen im erwähnten Schreiben der FDKL vom 12. Juni 2018 – denn auch eine klare Rechtsgrundlage vor, welche vorsieht, dass eine Spielsperre sowohl für physisch (in Spielbanken und am Kiosk etc.) gespielte Geldspiele als auch für online gespielte Geldspiele Geltung hat. Dies unabhängig davon, wo sich die Spielsucht (zuerst) manifestiert und dadurch zum Eintrag ins Register geführt hat.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit der Stellungnahme und ersuchen Sie um Berücksichtigung unseres – den Art. 127 VGS betreffenden – Antrages.

Freundliche Grüsse
Sicherheitsdirektion

Beat Villiger
Regierungsrat

Geht (sowohl im PDF- als auch im Word-Format) per E-Mail an:

- Bundesamt für Justiz, cornelia.perler@bj.admin.ch
- Direktion für Bildung und Kultur, info.dbk@zg.ch
- Gesundheitsdirektion, info.gd@zg.ch
- Direktion des Innern, info.dis@zg.ch
- Finanzdirektion, info.fd@zg.ch
- Datenschutzstelle, datenschutz.zug@zg.ch
- Staatskanzlei, info.staatskanzlei@zg.ch (zum Aufschalten im Internet)

Kanton Zürich
Regierungsrat

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

20. Juni 2018 (RRB Nr. 577/2018)
Entwurf zu Verordnungen zum Geldspielgesetz (Vernehmlassung)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Mit Schreiben vom 2. März 2018 haben Sie uns den Entwurf zu Verordnungen zum Geldspielgesetz zur Vernehmlassung unterbreitet. Wir danken für die Gelegenheit zur Stellungnahme und äussern uns wie folgt:

Vorab verweisen wir auf die Stellungnahme der Fachdirektorenkonferenz Lotteriemarkt und Lotteriegesetz vom 12. Juni 2018 zu den Kernpunkten der Verordnung über Geldspiele, deren Anträge und Bemerkungen wir unterstützen. Wir beantragen zudem Anpassungen der Verordnung über Geldspiele in Bezug auf die Bestimmungen über die Kleinspiele (Kleinlotterien und Tombolas).
Gemäss Art. 35 beträgt die Summe aller Einsätze für Kleinlotterien Fr. 100000 und für Kleinlotterien zur Finanzierung von Anlässen mit überregionaler Bedeutung Fr. 400 000. Diese Höchstbeträge sind zu tief angesetzt. Der Kanton Zürich, aber auch andere Kantone bewilligen regelmässig Kleinlotterien, deren Lossummen über diesen Beträgen liegen. Damit auch künftig Kleinlotterien wie bis anhin durchgeführt werden können, beantragen wir Ihnen, die Höchstsummen für Kleinlotterien auf mindestens Fr. 200 000 bzw. Fr. 600 000 zugunsten von Anlässen mit überregionaler Bedeutung festzulegen.
Gemäss Art. 38 beträgt die Summe aller Einsätze bei Tombolas höchstens Fr. 25 000. Auch diese Höchstgrenze ist zu tief angesetzt. Im Kanton Zürich werden regelmässig Tombolas mit höheren Lossummen durchgeführt. Für Vereine, die einmal im Jahr einen Unterhaltungsanlass veranstalten, ist die Durchführung mehrerer Tombolas pro Jahr keine Option. Deshalb beantragen wir für Tombolas eine Höchstlossumme von mindestens Fr. 80 000.

Betreffend die Verordnung des EJPD über die Sorgfaltspflichten der Veranstalterinnen von Grossgeldspielen zur Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung und die Verordnung des EJPD über Spielbanken haben wir keine Bemerkungen.

Genehmigen Sie, sehr geehrte Frau Bundesrätin,
die Versicherung unserer ausgezeichneten Hochachtung.

Im Namen des Regierungsrates

Der Präsident: Die Staatsschreiberin:

Dr. Thomas Heiniger Dr. Kathrin Arioli

numero			Bellinzona
2447	cl	0	30 maggio 2018

Repubblica e Cantone Ticino
Consiglio di Stato
Piazza Governo 6
Casella postale 2170
6501 Bellinzona
telefono +41 91 814 43 20
fax +41 91 814 44 35
e-mail can-sc@ti.ch

Repubblica e Cantone Ticino

Il Consiglio di Stato

Ufficio federale di giustizia
Ambito direzionale Diritto pubblico
Divisione Progetti e metodologia legislativi
Bundesrain 20
3003 Berna

anticipata per email: cornelia.perler@bj.admin.ch

Procedura di consultazione dell'avamprogetto concernente le ordinanze relative alla legge sui giochi in denaro

Gentili signore,
Egregi signori,

abbiamo ricevuto la vostra lettera del 2 marzo 2018 in merito alla summenzionata procedura di consultazione e ringraziamo per l'opportunità che ci viene offerta di esprimere il nostro giudizio.

Considerazioni generali

Innanzitutto si tiene ad elogiare lo sforzo della Confederazione al fine di aumentare la prevenzione contro il gioco eccessivo e la tutela dei giocatori. In particolare l'avamprogetto contiene dei compromessi che ottimizzano l'equilibrio tra le misure preventive strutturali e le misure preventive comportamentali. A titolo di esempio, oltre alle norme che impongono all'organizzatore di giochi in denaro di prevedere delle misure di protezione sociale, e questo anche per quanto riguarda i giochi in linea, si apprezzano le misure che sostengono e incoraggiano l'agire in maniera autonoma dei giocatori, come la messa a disposizione di quest'ultimo della facoltà di uscire temporaneamente dal gioco.

Da un punto di vista generale il Consiglio di Stato condivide il contenuto del summenzionato avamprogetto, tuttavia ci preme esporre alcune valutazioni concernenti singoli articoli.

Considerazioni sulla formulazione dei singoli articoli relative all'Ordinanza sui giochi in denaro (OGD)

Art. 29

cpv. 1

Si ritiene che l'uso del termine "*in via eccezionale*" non sia adeguato e vada pertanto tolto. L'art. 25 cpv. 3 della Legge sui giochi in denaro prevede che "*il Consiglio federale determina in*

quale misura l'Autorità intercantonale può autorizzare gli organizzatori di giochi di grande estensione a collaborare con altri organizzatori di giochi di grande estensione in Svizzera e all'estero". L'uso del termine "*in via eccezionale*" conduce ad una certa insicurezza giuridica, in quanto non vengono fornite le condizioni per soddisfare questa eccezionalità. La collaborazione dovrebbe essere autorizzata qualora le condizioni di cui alle lettere a-f sono adempiute, senza che vengano poste ulteriori riserve non meglio definite.

Art. 67

Attualmente per quanto riguarda i giochi di destrezza, gli apparecchi automatici sottostanno al diritto cantonale, alla stregua dei giochi d'intrattenimento. In virtù di questa competenza e nell'intento di prevenire e ridurre al minimo le conseguenze del gioco incontrollato, il Canton Ticino ha formulato un divieto generale valevole per tutto il territorio cantonale, proibendo l'installazione di apparecchi automatici da giochi remuneranti denaro, buoni di qualsiasi genere o gettoni tramutabili in denaro, in merce o in buoni di qualsiasi genere (cf. art. 10 della Legge di applicazione della legge federale sul commercio ambulante e della legge federale sul gioco d'azzardo e sulle case da gioco). La *ratio* di tale divieto è dunque inequivocabile: si vuole tutelare i giovani ed evitare, più in generale, sperperi di denaro.

L'art. 67 cpv. 1 dell'avamprogetto in consultazione permetterebbe dal canto suo l'installazione di apparecchi automatici per giochi di grande estensione, oltre che nelle case da gioco (lett. a), anche nei luoghi pubblici di ristorazione o d'intrattenimento a pagamento (lett. b), nonché nelle sale da gioco destinate allo svolgimento di destrezza automatizzati (lett. c). Giusta il cpv. 3 di detto articolo, nei luoghi pubblici di ristorazione o d'intrattenimento a pagamento, sarebbe possibile installare fino a due apparecchi automatici. Questa limitazione non si applica invece qualora gli apparecchi soddisfano determinati requisiti: la posta massima è di cinque franchi (lett. a); la vincita è costituita da premi in natura di scarso valore (lett. b); la vincita massima non supera di 20 volte la posta (lett. c); un'unità di gioco dura almeno 30 secondi (lett. c).

Da una prima lettura il testo sembrerebbe non più permettere ai Cantoni di poter legiferare in materia, ciò che invece il Canton Ticino auspica di poter ancora fare.

Attualmente il Canton Ticino dispone di ben tre case da gioco, una di tipo A (Lugano) e due di tipo B (Mendrisio e Locarno). Alla luce di ciò, si ritiene che concedere la facoltà di poter installare questo genere di apparecchi remuneranti in denaro, buoni di qualsiasi genere o gettoni tramutabili in denaro, anche negli esercizi pubblici o in sale da gioco apposite, non sia necessario, né tantomeno opportuno. Considerato come la presenza di apparecchi automatici negli esercizi pubblici rappresenta un palese invito al gioco, vi è infatti, per i giovani in particolare, il rischio di lunghe oziose soste in ambienti non adatti alla loro educazione. Inoltre si rileva la mancanza di controlli relativi all'età minima dei giocatori. Il gestore del bar è infatti direttamente interessato al buon andamento degli affari e non rischia assolutamente nulla lasciando ai minorenni la libertà di giocare.

Ritenuto che sul territorio ticinese sono presenti all'incirca 2'500 esercizi pubblici, il potenziale numero di apparecchi che potrebbe essere installato è assai considerevole. Inutile dire quindi che i controlli sul territorio cantonale sul puntuale ossequio delle condizioni poste per la messa in esercizio, risulterebbero assai difficoltosi. Allo stesso modo i controlli fiscali sarebbero difficilmente attuabili, con il rischio quindi di sfuggire alle verifiche delle preposte autorità.

Non da ultimo vi è da rilevare come l'effetto delle diffide emanate dalle case da gioco per prevenire il gioco eccessivo e incontrollato verrebbe vanificato, poiché l'accesso ai giochi in denaro diventerebbe possibile in ogni esercizio pubblico senza nessun controllo.

In aggiunta a quanto appena esposto, si osserva che, considerato il particolare settore in cui si sta legiferando, il concetto di "immediate vicinanze" introdotto nel cpv. 3, debba essere maggiormente circostanziato. Questo nell'ottica di evitare interpretazioni soggettive e di poter così garantire un'applicazione uniforme del concetto.

Il Consiglio di Stato considera quindi indispensabile poter mantenere la competenza di legiferare in tale ambito, cosicché il principio generale del divieto di tali apparecchi da gioco remuneranti denaro, buoni di qualsiasi genere o gettoni tramutabili in denaro possa essere mantenuto sul territorio cantonale. L'uso di questo genere di apparecchi dovrebbe essere circoscritto unicamente all'interno delle case da gioco, ovvero in strutture in grado di garantire la sicurezza necessaria e in un ambiente controllato.

Subordinatamente, nell'eventualità in cui questa proposta non debba venir considerata, si chiede lo stralicio del cpv. 1 lett. b, nonché l'emanazione di norme e condizioni più severe per l'esercizio di tali apparecchi al di fuori delle case da gioco.

Art. 72

Alla lett. b si fa riferimento ad un "nesso chiaro per il giocatore tra i giochi senza posta e senza vincita e i giochi in denaro del medesimo organizzatore". Tale concetto non ci pare sufficientemente preciso e la norma si presterebbe pertanto a malintesi e difficoltà nello stabilire la sua applicabilità in un caso concreto.

Si auspica quindi che il concetto venga maggiormente precisato.

Art. 73

L'art. 74 del disegno della Legge sui giochi in denaro fa riferimento al divieto di proporre "*pubblicità importuna (recte: inopportuna) o ingannevole*". A nostro avviso, l'art. 73 dell'avamprogetto qui posto in consultazione non concretizza in maniera sufficiente questo divieto. La disposizione dovrebbe essere maggiormente precisa riguardo a ciò che sia considerato come inopportuno o ingannevole.

Inoltre potrebbe essere appropriato prevedere che tutte le pubblicità debbano contenere una menzione relativa ai pericoli legati ai giochi in denaro.

Art. 75

Considerato come uno degli scopi principali della legge sia la tutela dei giocatori contro il gioco eccessivo si ritiene poco opportuno concedere la possibilità di "regalare" dei crediti. Tale possibilità, benché apparentemente innocua, potrebbe rappresentare l'anticamera della dipendenza da gioco.

Si chiede pertanto di eliminare tale possibilità.

Art. 76

cpv. 1

A nostro avviso, il divieto di concessione di prestiti e anticipi nelle case da gioco a chi lo esercita per "mestiere", risulta pericoloso dal momento che la definizione di quest'ultimo concetto è alquanto interpretabile. Questo genere di attività, esercitata all'interno di una casa da gioco, presenta indubbiamente un certo numero di rischi. Tuttavia, per ovvie ragioni, non è possibile eliminare *tout court* il termine "per mestiere" in quanto significherebbe condannare anche i semplici prestiti tra privati, ciò che risulterebbe eccessivo.

A mente dello scrivente, per i suesposti motivi, sarebbe auspicabile definire in maniera chiara quali siano le condizioni necessarie per ritenere che l'esercizio "per mestiere" sia dato. Un suggerimento potrebbe essere fornito dal diritto penale, secondo cui la nozione di "mestiere" è realizzata qualora l'intento è di procurarsi redditi regolari alla stessa stregua di una professione.

Art. 79

A mente dello scrivente potrebbe essere opportuno precisare che il centro di prevenzione della dipendenza debba essere un'entità riconosciuta dai cantoni.

Si propone quindi la seguente modifica: «*Le case da gioco e gli organizzatori di lotterie e scommesse sportive collaborano con un centro di prevenzione della dipendenza riconosciuto dai Cantoni per attuare il piano di misure sociali*».

Per quanto riguarda le ulteriori Ordinanze poste in consultazione non vi sono puntuali osservazioni dal momento che corrispondono in larga misura alle regole e alla prassi vigenti.

Vogliate gradire, gentili signore ed egregi signori, l'espressione della nostra stima.

PER IL CONSIGLIO DI STATO

Il Presidente:

Claudio Zali

Il Cancelliere:

Arnoldo Coduri

Copia per conoscenza a:
- Dipartimento delle istituzioni (di-dir@ti.ch);
- Segreteria generale del Dipartimento delle istituzioni (di-sg@ti.ch);
- Polizia cantonale (servizio.giuridico@polca.ti.ch);
- Deputazione ticinese alle Camere federali (can-relazioniesterne@ti.ch);
- Pubblicazione in Internet.

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

Genève, le 13 juin 2018

Le Conseil d'Etat
2709-2018

Département de justice et police
Madame Simonetta Sommaruga
Conseillère fédérale
Palais fédéral Ouest
3003 Berne

Concerne : consultation sur les ordonnances relatives à la loi sur les jeux d'argent

Madame la Conseillère fédérale,

En concertation avec les autres cantons romands, le Conseil d'Etat genevois s'est penché sur les projets d'ordonnances relatives à la loi sur les jeux d'argent, soumises à procédure de consultation.

Le Conseil d'Etat se joint pleinement aux observations faites par la Conférence Romande de la Loterie et des Jeux (CRLJ) dans sa réponse du 3 mai 2018, tout en apportant les compléments ci-après.

Notre Conseil manifeste son soutien aux dispositions prévues aux articles 83 à 87 (OJAr). Les mesures de protection des joueurs contre le jeu excessif présentées à ce chapitre 6 sont en effet de nature à renforcer la capacité des joueurs à limiter leur consommation de jeu et par conséquent à se protéger contre la dépendance au jeu.

Notre Conseil souhaite aussi une clarification de l'article 54 (OJAr). Afin de renforcer la protection des mineurs, il conviendrait d'interdire leur accès aux maisons de jeu terrestres comme aux personnes frappées d'une exclusion. Cette mesure est plus efficace car les contrôles se font directement à l'entrée des maisons de jeu terrestres et les mineurs ont ainsi moins la possibilité de les contourner.

Enfin, à l'article 74 (LJAr), notre Conseil souhaite que l'ordonnance définisse plus clairement la notion de "publicité outrancière". Il est très important de clarifier et définir l'interdiction de certaines formes de publicité. Par exemple, le marketing direct tel que les messages ciblés et personnalisés devrait être proscrit par l'ordonnance. Par ailleurs, l'absence de bases légales claires entrave le bon fonctionnent de l'autorité de surveillance pour son travail de contrôle.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous porterez à ces lignes et vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, à l'assurance de notre considération distinguée.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :
Michèle Righetti

Le président :
Pierre Maudet

LE CONSEIL D'ÉTAT
DE LA RÉPUBLIQUE ET
CANTON DE NEUCHÂTEL

Envoi par courriel

Office fédéral de la justice
Domaine de direction Droit public
Unité Projets et méthode législatifs
Bundesrain 20
3003 Berne
cornelia.perler@bj.admin.ch

Projets d'ordonnances relatives à la loi sur les jeux d'argent – procédure de consultation
N/Réf : AVIS.2016.00144/CZ/ct

Madame la conseillère fédérale,
Madame, Monsieur,

Votre correspondance du 2 mars 2018 relative à la procédure de consultation susmentionnée nous est bien parvenue et a retenu notre meilleure attention.

Nous nous référons aux prises de position en la matière de la Conférence romande de la loterie et des jeux (CRLJ) et de la Conférence spécialisée des membres de gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries (CDCM) et faisons nôtres les développements qui y figurent. Nous avons par ailleurs constaté que le projet d'OJAr contenait quelques petites erreurs; nous les avons listées sur le document annexé.

En vous remerciant de nous avoir donné la possibilité de prendre position sur cet objet, nous vous prions d'agréer, Madame la conseillère fédérale, Madame, Monsieur, l'expression de notre haute considération

Neuchâtel, le 13 juin 2018

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
L. KURTH

La chancelière,
S. DESPLAND

Annexe mentionnée

Annexe à la réponse de la République et Canton de Neuchâtel

Quelques remarques de détail concernant le projet d'ordonnance sur les jeux d'argent (OJAr):

- Art. 3 OJAr, note marginale :

  Cette disposition concerne également la lettre d de l'article 3 LJAr (ce qui devrait par ailleurs conduire à une interversion avec l'article 2 OJAr).

- Art. 40, note marginale « refus de participation au jeu » :

  Cette formulation donne l'impression que c'est le joueur qui ne veut pas participer au jeu alors que cette disposition doit permettre à la maison de jeu ou à l'exploitant de jeux de grande envergure de tenir à l'écart des jeux une personne ; peut-être faudrait-il parler d'accès plutôt que de participation.

- Art. 43 :

  Remplacer « les exploitants de jeux » par « l'exploitant de jeux ».

- Art. 48, al. 2 :

  « Le retrait des gains et des avoirs déposés sur le compte de joueur ne peut s'effectuer que sur un compte de paiement libellé au nom du titulaire du compte de joueur ». On se trouve probablement en présence d'un problème de traduction; dans la version allemande, il est question de « überwiesen »; le terme « retrait » n'est pas adéquat.

- Art. 71, note marginale :

  Les mots « de données » sont répétés.

- Art. 88 :

  Remplacer « l'autorité cantonale ». par « l'autorité intercantonale ».

- Art. 90 :

  Il s'agit vraisemblablement d'un problème de traduction. « La CFMJ et l'autorité intercantonale coordonnent la publication de leurs listes dans la Feuille fédérale. L'une des autorités peut également publier, au besoin, une mise à jour de sa liste lorsque l'autre autorité ne fait pas de publication ». La version suivante semble préférable : « La CFMJ et l'autorité intercantonale coordonnent la publication de leurs listes de blocage dans la Feuille fédérale. L'une des autorités peut ~~également~~ publier, au besoin, une mise à jour de sa liste même lorsque l'autre autorité ne fait pas de publication ».

Annexe à la réponse de la République et Canton de Neuchâtel

Quelques remarques de détail concernant le projet d'ordonnance sur les jeux d'argent (OJAr):

- Art. 3 OJAr, note marginale :

  Cette disposition concerne également la lettre d de l'article 3 LJAr (ce qui devrait par ailleurs conduire à une interversion avec l'article 2 OJAr).

- Art. 40, note marginale « refus de participation au jeu » :

  Cette formulation donne l'impression que c'est le joueur qui ne veut pas participer au jeu alors que cette disposition doit permettre à la maison de jeu ou à l'exploitant de jeux de grande envergure de tenir à l'écart des jeux une personne ; peut-être faudrait-il parler d'accès plutôt que de participation.

- Art. 43 :

  Remplacer « les exploitants de jeux » par « l'exploitant de jeux ».

- Art. 48, al. 2 :

  « Le retrait des gains et des avoirs déposés sur le compte de joueur ne peut s'effectuer que sur un compte de paiement libellé au nom du titulaire du compte de joueur ». On se trouve probablement en présence d'un problème de traduction; dans la version allemande, il est question de « überwiesen »; le terme « retrait » n'est pas adéquat.

- Art. 71, note marginale :

  Les mots « de données » sont répétés.

- Art. 88 :

  Remplacer « l'autorité cantonale ». par « l'autorité intercantonale ».

- Art. 90 :

  Il s'agit vraisemblablement d'un problème de traduction. « La CFMJ et l'autorité intercantonale coordonnent la publication de leurs listes dans la Feuille fédérale. L'une des autorités peut également publier, au besoin, une mise à jour de sa liste lorsque l'autre autorité ne fait pas de publication ». La version suivante semble préférable : « La CFMJ et l'autorité intercantonale coordonnent la publication de leurs listes de blocage dans la Feuille fédérale. L'une des autorités peut ~~également~~ publier, au besoin, une mise à jour de sa liste même lorsque l'autre autorité ne fait pas de publication ».

JURA CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

GOUVERNEMENT

Hôtel du Gouvernement
2, rue de l'Hôpital
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 51 11
f +41 32 420 72 01
chancellerie@jura.ch

Hôtel du Gouvernement – 2, rue de l'Hôpital, 2800 Delémont

Département fédéral de justice et police
Madame Simonetta Sommaruga
Conseillère fédérale
Palais fédéral Ouest
3003 Berne

Par courriel : cornelia.perler@bj.admin.ch

Delémont, le 29 MAI 2018

Projet d'ordonnances relatives à la loi sur les jeux d'argent - procédure de consultation

Madame la Conseillère fédérale,

En réponse à votre courrier du 2 mars 2018, le Gouvernement de la République et Canton du Jura a l'avantage de vous faire parvenir sa prise de position dans le cadre de la procédure de consultation citée en titre.

Dans la mesure où l'ordonnance sur le blanchiment d'argent et l'ordonnance sur les maisons de jeu ne suscitent aucun commentaire, le Gouvernement de la République et Canton du Jura se rallie intégralement à la prise de position de la Conférence Romande de la Loterie et des Jeux relative à l'ordonnance sur les jeux d'argent.

En vous réitérant nos remerciements pour nous avoir associés à la procédure, nous vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, à l'expression de notre haute considération.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

David Eray
Président

Gladys Winkler Docourt
Chancelière d'État